COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°26 (N°108) – 1,50 € **7 OCTOBRE 2006**

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Avant les échéances électorales de 2007, il est encore possible et nécessaire d'infliger une défaite décisive au gouvernement UMP Chirac-Villepin-Sarkozy

Offensive anti-ouvrière : le gouvernement veut poursuivre « *jusqu'au bout* », « *sans perdre un jour* »...

Dans un tintamarre qui se voudrait assourdissant, la quasi-totalité des partis politiques, relayés et amplifiés puissamment par les medias, tentent de focaliser et de fixer l'attention des masses sur les élections présidentielles de 2007, comme si il s'agissait là des « choses sérieuses », comme si, en attendant, le gouvernement ne faisait qu'expédier les affaires courantes.
Le calendrier propre au PS fournit évidemment du combustible à ce feu de paille médiatique, tout comme plus généralement la multiplication des manoeuvres préélectorales diverses. Mais, six mois après que le gouvernement ait subi une défaite en étant contraint de retirer le C.P.E., et six mois avant les élections présidentielles, c'est sur le terrain direct de la lutte des classes que les questions essentielles sont posées et devront être tranchées. Villepin ne s'en est pas caché : après avoir fait part, effectuant sa rentrée à Troyes, de sa « *détermination à poursuivre l'action de ce gouvernement sans perdre un jour* », dans une interview à *La Tribune* du 26 septembre il a réaffirmé : « *chef du gouvernement, je dirige une équipe (...). Je souhaite mener cette tâche jusqu'au bout* », précisant encore au sujet des élections présidentielles que « *le débat démocratique sera d'autant plus fort, utile et fécond que nous aurons servi les Français jusqu'au bout* ».

Et effectivement, après avoir surmonté la défaite qu'il a subie sur le CPE, éludé l'affaire Clearstream qui avait été déclenchée par cette défaite, « *chaque jour* » le gouvernement et la « majorité » UMP poursuivent autant qu'ils le peuvent leur œuvre réactionnaire contre les travailleurs et la jeunesse de ce pays. Les empêcher de poursuivre « *jusqu'au bout* », en tirant les leçons du combat qui a imposé le retrait du C.P.E., voilà la question de l'heure pour le prolétariat.

Au contraire, s'inscrire d'ores et déjà dans la perspective des élections de 2007 revient à laisser « *jusqu'au bout* » les mains libres au gouvernement. D'ailleurs, de Hongrie est venue une « révélation » lâchée, sans savoir qu'il était enregistré, par le premier ministre multimillionnaire qui dirige l'ancien parti stalinien rebaptisé « socialiste » : une campagne électorale consiste pour lui, a-t-il dit, à « *mentir sans arrêt* ». Pendant que sur les tréteaux préélectoraux l'on aboie, l'on gronde et l'on jappe pour attirer les regards, la caravane gouvernementale passe.

... appuyé sur l'union sacrée derrière Chirac sur la question du Liban

Le premier point mis à l'ordre du jour de la session parlementaire extraordinaire de septembre a été le Liban. Pourquoi en effet Chirac et Villepin se seraient-ils privés de recueillir un tel concert de louanges ? « *Nous nous félicitons de l'action de la France* » a dit Buffet. « *La France a bien agi* » a renchérit Ayrault, pour le PS. Ce soutien n'est pas resté limité aux seuls PS et PCF. Durant l'été, dans un communiqué commun, CGT, CFDT, CFTC, UNSA, CGC, avaient pris de facto une position de soutien à l'action diplomatique de Chirac en faveur d'un cessez-

Sommaire:

* EDITORIAL :AVANT LES ECHEANCES DE 2007, INFLIGER UNE DEFAITE DECISIVE AU GOUVERNEMENT P.1
* LIBAN : DECLARATION DU CERCLE EN DATE DU 6 SEPTEMBRE..... P.9
* LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT *CPS*..... P.10
* ENSEIGNEMENT PUBLIC P.13
* APRES L'AFGHANISTAN ET L'IRAK, L'IMPERIALISME OUVRE AU LIBAN LE « *TROISIEME FRONT DE LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME* » (BUSH)..... P.17
* HOMMAGE A SERGE SELLERON P.30

le-feu immédiat et de l'application des résolutions de l'Onu, le SNES-FSU de son côté jouant les éclaireurs en prenant position en plein mois d'août pour l'envoi d'une force internationale.

Or, en quoi consiste la politique de Chirac au Liban, sinon en un prolongement extérieur de sa politique intérieure ? La France est le premier « partenaire économique » du Liban, devant l'Italie, le premier investisseur dans ce pays qu'historiquement l'impérialisme français a engendré. Toute la politique de l'impérialisme français cet été a consisté à tenter de préserver sa domination et son influence sur le Liban.
D'abord soucieux devant les ravages qu'a infligés l'agression israélienne à cette destination privilégiée des capitaux français, et cherchant à ce titre en vain un moyen d'imposer le cessez-le-feu, Chirac a dû choisir au bout du compte entre deux maux : s'abstenir de participer à la force envoyée pour occuper le Liban-sud sous couvert de l'Onu, et risquer de voir l'influence française décliner ; ou y participer en sachant pertinemment que c'était s'inscrire aux côtés de l'impérialisme américain dans sa prétendue « *guerre contre le terrorisme* », dont le Liban est, Georges Bush dixit, le « *troisième front* » (voir dans ce numéro).
S'ajoute à cette hésitation une caractéristique plus personnelle de la diplomatie chiraquienne, à savoir sa haine personnelle du régime Syrien, accusé d'avoir liquidé Rafic Hariri, banquier et proche ami de Chirac – ce qui a amené Douste-Blazy, commis de l'Elysée, à flatter ouvertement le régime iranien tout en appelant, en vain, à isoler le régime syrien. Si nous insistons sur ces hésitations et sur ces zigzags, c'est pour souligner combien étroite a été l'adhésion des organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats, à la politique de Chirac, jusque dans ses méandres et ses incohérences.
Toutes les bureaucraties qui dominent le mouvement ouvrier ont demandé l'application des résolutions de l'Onu. Pourtant ce sont celles-là qui non seulement ont entériné les unes après les autres les avancées d'Israël, mais, tout particulièrement, ont vu se nouer une alliance franco-américaine (résolution 1559) pour chasser la Syrie du Liban au profit de l'impérialisme – condition par ailleurs nécessaire à l'intervention militaire d'Israël. Les bureaucrates syndicaux, le PS, le PCF, ont applaudi la résolution (1701) du conseil de sécurité qui a légitimé l'agression israélienne, et ils ont même repris à leur compte « l'exigence », pur prétexte pour Israël, de la libération de deux soldats israéliens par le Hezbollah. Ils n'ont donc rien tenté, alors que cela était en leur pouvoir, pour empêcher l'acheminement et le ravitaillement des troupes françaises envoyées au Liban. Aucun ne se prononce contre l'intervention française au Liban, pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises – et en la matière il faut leur adjoindre le Parti des travailleurs de D.Gluckstein et P.Lambert.

Au bout du compte, Chirac et Villepin ont donc pu ouvrir la session du parlement, mais plus largement placer leur rentrée politique sous le signe de cette « union sacrée », remercier PS et PCF pour ce soutien total, et ainsi confortés, engager la liquidation complète de GDF.

Privatisation totale de GDF : un succès « *inespéré* » (*Les Echos*) pour le gouvernement

C'est en effet afin de liquider totalement GDF, en le fusionnant avec Suez au compte des dirigeants de ce dernier groupe, que la session extraordinaire de l'Assemblée avait été convoquée pour septembre. Si, s'agissant d'EDF et GDF, un coup essentiel a été porté en 2004 avec la loi Sarkozy qui a modifié le statu du groupe, ce projet de loi n'en est pas qu'un simple prolongement. En même temps qu'il parachève la privatisation de GDF, il créée la condition manquante pour que le changement de statut d'EDF prenne toute sa consistance. Car privatiser EDF est une chose, encore fallait-il pour en soumettre pleinement les agents à la concurrence, avec tout ce qui en découle, créer cette concurrence, quasi-inexistante jusque là. C'est ce que fait cette fusion Suez-Gdf, qui va devenir un concurrent de taille pour EDF. En ce sens, le projet de loi est tout autant tourné contre les agents d'Edf que contre ceux de Gdf.

Alors qu'avant l'été, Accoyer, chef du groupe parlementaire UMP, avertissait Villepin qu'il risquait de ne pas avoir de majorité pour voter ce texte, seule une poignée de députés UMP s'y est finalement opposée : « *le vote, largement majoritaire, qui devrait marquer l'adoption à l'Assemblée nationale, mardi 3 octobre, du projet de loi sur l'énergie portant sur la privatisation de Gaz de France constitue, selon l'expression d'un conseiller ministériel, une sorte de "petit miracle".* » (*Le Monde* du 3 octobre).
Au passage, il n'y a pas de menus plaisirs, Chirac et Villepin obligent Sarkozy à revenir sur la parole donnée en 2004 sur le seuil de 70% que devait conserver l'Etat dans les deux entreprises. Rappelons que les directions syndicales d'EDF-GDF à commencer par celle de la CGT, avaient, à l'époque, accordé du crédit à la « parole » de ces menteurs professionnels que sont les politiciens bourgeois.
Or, face à ce projet qui concentrait la rentrée du gouvernement, on a assisté, de la part du PS et du PCF, des dirigeants syndicaux des fédérations de l'énergie, à une sorte de déploiement de leurs pires traits.
Côté Parlement, une prétendue « guérilla » d'amendements, parodie bouffonne et bureaucratique de combat qui ne pouvait qu'écoeurer les travailleurs conscients, et qui, pis encore, a fini sur un accord UMP-PS sur la date de fin de ce que l'on ose à peine appeler des « hostilités ». Commentaire de Gremetz, pour le PCF « *il faut savoir terminer un débat* » ! Voilà bien ce qu'est le parlementarisme bourgeois, ses « luttes », ses méthodes – parmi lesquelles l'accord passé à la buvette entre ceux qui pourraient sembler des adversaires au sein de l'hémicycle.
Côté rue, deux nouvelles journées d'actions, le 13 septembre, puis le 3 octobre, sinon une troisième le 14 octobre, convoquées par les fédérations de l'énergie, dont

les dirigeants se sont employés à l'avance à boucher toute perspective. En effet, tandis que l'un (G.Marion, CGT) affirme sans rire dans la manifestation du 3 octobre : « *tout est encore possible au Sénat* », l'autre (B.Thibault) en appelle, comme il l'avait fait lors du CPE, à Jacques Chirac. Mais qu'est-ce sinon une tentative de dénaturer, d'effacer totalement les leçons du mouvement qui a permis d'arracher le retrait du CPE ? Certes, le CPE a été retiré bien qu'après avoir été voté par les deux chambres du parlement. Mais les suppliques à Chirac n'y sont pour rien, tout au contraire. C'est parce qu'il y a eu rupture de la concertation, qu'il y a eu prise de position unie des syndicats pour le retrait du CPE, que, sur la base de la mobilisation de la jeunesse elle-même nourrie par l'unité des syndicats et des partis issus du mouvement ouvrier sur cette question, le CPE a été retiré.

Dans la manifestation du 3 octobre, on a entendu, assez pour que la presse le mentionne : "*Chirac, Villepin et Sarkozy, ils ont tous promis, ils ont tous menti, dehors les bradeurs, dehors les voleurs*". C'est à cette aspiration à combattre le gouvernement que s'oppose le dispositif de journées d'action répétées et les adresses à Chirac, d'autant plus scandaleuses que c'est ce dernier, via son majordome Villepin, qui est directement à l'origine du rapt de GDF au profit de Suez.

Et c'est, une nouvelle fois, le refus de combattre le gouvernement, et donc de rompre avec lui, qui permet à ce dernier malgré sa défaite sur le CPE de poursuivre sa politique réactionnaire, sur tous les fronts.

Loi de « prévention de la délinquance », chasse aux travailleurs immigrés : toujours plus de répression

Pendant qu'à l'Assemblée l'UMP et le PS fixaient consensuellement une date pour les obsèques de GDF, le Sénat examinait le projet de loi sur la « délinquance ». Laquelle ? Pas celle du patronat brisant les vies par dizaines de milliers au fil de leurs plans de restructurations, pas celle non plus des voleurs institutionnels nichés dans les plus hautes sphères de l'Etat en toute impunité. La « délinquance » que vise le gouvernement au travers ce projet de loi signé Sarkozy, c'est notamment celle ... des manifestants qui occuperaient des voies de chemin de fer, comme ce fut le cas au printemps dernier. Vindicatifs et revanchards envers des manifestants, il faut le rappeler, déjà lourdement et scandaleusement condamnés par les tribunaux, les parlementaires UMP le sont aussi envers les mineurs, puisqu'ils ébrèchent plus que jamais l'ordonnance de 1945 pour en faire des justiciables « comme les autres », mais également envers les éducateurs, travailleurs sociaux et même les enseignants. En effet tous ceux-ci seraient désormais contraints de signaler au maire de la commune concernée les délinquants potentiels, « *dès la crèche* » en quelque sorte comme le suggérait un rapport récent. Le maire deviendrait quant à lui un coordonnateur de la répression, utilisant les fruits de la délation institutionnalisée par ce projet de loi. C'est un signe précurseur de son application que 68 éducateurs du Puy-De-Dôme aient été mis à pied par le conseil général (PS) pour avoir refusé de mettre en fiches informatiques des informations qu'ils détenaient du fait du leurs fonctions.

Pour couronner le tout, des fichiers toujours plus nombreux et précis seraient créés. La « prévention de la délinquance », c'est le renforcement du caractère policier de l'Etat bourgeois.

Ce caractère ne cesse en réalité de s'affirmer, et tout particulièrement au détriment des travailleurs immigrés. Le ministère de l'intérieur se rengorge d'avoir battu son propre record d'expulsions, au mois d'août, près de 2 000. Les centres de rétention font le plein. Tout l'été, malgré la résistance de nombreux enseignants, la circulaire Sarkozy saluée comme un « *pas en avant* » par les appareils syndicaux a servi à ficher les futurs expulsés, sous le regard goguenard du « médiateur » complice Arno Klarsfeld. En cette rentrée, à plusieurs reprises, avec la complicité de la hiérarchie, des policiers sont venus dans des écoles (notamment de la Seine Saint Denis) pour rechercher des enfants de clandestins. Comment ne pas s'alarmer, s'indigner ? La responsabilité des directions syndicales de l'enseignement, et singulièrement du SNU-IPP, du SE-UNSA et du SNUDI-FO, est directement engagée : elles doivent se prononcer et agir pratiquement contre toute expulsion, pour la régularisation de tous, et exiger « la police, hors de l'école». Enfin, l'expulsion par Sarkozy des « squatteurs » de Cachan a été montée cyniquement de toutes pièces par celui-ci afin d'attiser sa démagogie réactionnaire – faute de s'être heurté à un appel central et uni à manifester contre l'intervention de la Police, contre les expulsions.

De plus, la plupart des habitants de ce squat sont des travailleurs, en situation régulière. La question qui est posée est non seulement celle du combat contre les expulsions, mais pour le droit au logement. Rappelons à cet égard que les directions syndicales ouvrières, les municipalités PS et PCF, ont les moyens d'identifier et de mettre à la disposition des sans-logis les centaines de milliers de logements potentiels qui restent vides en région parisienne du fait de la spéculation immobilière, qui servent de capital aux grandes compagnies d'assurances ou aux banques. Cela implique une nouvelle fois : s'en prendre au gouvernement qui défend précisément les intérêts de ces grands groupes capitalistes, le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy.

Nouvelle vague de mesures favorables au patronat et aux bourgeois...

Ce n'est pas tout. Depuis la rentrée, les annonces de nouveaux cadeaux de toute nature aux patrons et aux bourgeois pleuvent. C'est notamment le cas du projet de loi portant sur la participation que l'Assemblée nationale discute au moment où ces lignes sont écrites. Comme son nom l'indique, ce projet permet d'accroître l'association directe capital-travail par l'extension de l'utilisation des fonds de pension (et des déductions fiscales afférentes !),

et de l'association des salariés à leur gestion. C'est d'ailleurs ce vers quoi s'orientent depuis des mois les confédérations syndicales, en prétendant de plus en plus faire le tri entre fonds de pension « éthiques » et ceux qui ne le seraient pas. Mais ce projet comporte en outre de nombreuses dispositions tournées contre les acquis ouvriers. Ainsi, il valide l'ordonnance qui a créé le « CTP » « contrat de transition professionnelle » dont nous avons parlé dans les précédents numéros de notre bulletin. Cette loi autoriserait également dans les « pôles de compétitivité » le « louage », le prêt de main d'œuvre d'une entreprise à l'autre, louage qui était jusque lors assimilable à un délit. Mais encore : ce projet de loi ratifie divers éléments du plan « seniors » du gouvernement.

S'ajoutent à ce projet de loi les nouveaux cadeaux annoncés par Villepin dans le cadre de la troisième étape de son « plan pour l'emploi », à savoir de nouvelles exonérations de charges sociales pour les salaires au niveau du SMIC, et trois milliards d'exonérations de la taxe professionnelle. Selon les projections, le montant des seules exonérations patronales va atteindre les 25 milliards cette année, dont 5 ne seront pas compensés à l'assurance-maladie. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de poursuivre les déremboursements, de renchérir le coût des soins et de l'hospitalisation, au nom du déficit de l'assurance-maladie ! Sur un autre plan, ce sont 5 milliards d'euros que va coûter la réforme de l'impôt sur le revenu et la mise en place du « bouclier fiscal » pour les assujettis à l'Isf. Rappelons que, depuis 2002 déjà, et avant l'entrée en vigueur de ces nouvelles mesures favorables aux riches, 40 milliards de baisses d'impôts directs étaient intervenues (tandis que la fiscalité indirecte s'alourdissait de 11 milliards).

Enfin il faut souligner que plusieurs grands groupes ont annoncé de nouveaux plans de restructuration, de suppression d'emplois, comme PSA, ou encore Airbus. Concernant ce dernier groupe, on ne peut passer sous silence la réaction du secrétaire (FO) du comité d'entreprise, se rassurant dans *le Monde* du 4 octobre incarnation même de l'aristocratie ouvrière, qui se félicite implicitement que soient touchés – à ce stade – les seuls précaires, et qui souligne la « richesse » du « dialogue social » dans l'entreprise... le Pdg lui répondant dans l'édition du lendemain que c'est « *avec les représentants du personnel* » qu'il entend « *définir son plan de marche* », promettant « *un dialogue qui aille jusqu'au bout* » pour éviter les conflits.

... et budget d'agression contre les fonctionnaires

Au regard de cette liste, non exhaustive, de cadeaux annoncés depuis la rentrée par le gouvernement, le caractère odieux de son projet de budget, concentré de sa politique, saute aux yeux. Non seulement on y trouve (ainsi que dans le budget de la Sécurité Sociale) le financement de toutes les mesures qui précèdent, ou celui des nombreuses opérations impérialistes de la France, de l'Afrique à l'Afghanistan en passant par le Liban, mais encore, ce budget établit un nouveau record en matière de suppressions de postes. Déduction faite, en effet, de la création de postes dans la police et compagnie, ce sont 19 000 postes de fonctionnaires qui sont supprimés, fait sans précédent, dont notamment près de 9 000 dans le seul second degré de l'enseignement. Les travailleurs des Finances eux aussi voient le nombre de suppressions de postes battre un nouveau record.
Dans le même temps, sur le plan des salaires, ce budget organise de nouvelles pertes de pouvoir d'achat pour l'ensemble des fonctionnaires, et au-delà puisque, dans les entreprises, la « prime pour l'emploi » sert aux patrons pour refuser les augmentations collectives de salaires. Plus généralement, en France, l'augmentation ou non du point d'indice de la fonction publique sert de baromètre dans l'ensemble des discussions salariales.

Le gouvernement s'est même permis, alors qu'en cette rentrée scolaire les mesures d'application de sa politique de dislocation de l'enseignement pleuvent, de faire sortir deux jours avant la grève, des projets de remise en cause des décrets de 1950 qui régissent le service des enseignants (voir l'article dans ce numéro). Le lien avec le budget est évident : c'est en alourdissant la charge de travail des enseignants que les suppressions de postes pourront prendre encore plus d'ampleur.

Un tel budget a pu être annoncé parce que, au lendemain du retrait du CPE, les directions syndicales ouvrières, enseignantes, étudiantes, ont redoublé la concertation avec le gouvernement Chirac-Villepin, lui donnant ainsi les moyens de continuer « *jusqu'au bout* » sa politique de malheur. Mais pour autant, cela ne signifie pas qu'aucun combat ne puisse être engagé contre ce budget. En réalité, à travers ce budget, c'est contre toute la politique du gouvernement, contre ce gouvernement, qu'il existe encore au moment où ces lignes sont écrites la possibilité de dresser tous les travailleurs de la fonction publique, et au-delà, de rassembler au grand jour leur force en une gigantesque manifestation centrale à l'Assemblée nationale lors de la discussion de ce budget, à l'appel uni des fédérations syndicales de l'enseignement et de la fonction publique.

De cela, les directions syndicales de la fonction publique ne veulent pas entendre parler. Se rencontrant fin août, elles n'ont rien eu de plus pressé que de demander au gouvernement « *une réflexion contradictoire sur les missions et le champ d'intervention de la fonction publique* » (communiqué CGT, FO, FSU, UNSA, CGC) – en conséquence de quoi elles décidèrent... de ne rien faire. Dans l'enseignement, une journée d'action unitaire de 24 heures fut convoquée le 28 septembre, et elle donna les résultats que ses initiateurs pouvaient en attendre, à savoir qu'elle constitue un facteur de démoralisation, permettant même au ministre Robien de féliciter les non grévistes sur l'antenne d'une radio nationale.

Pour le gouvernement, la défaite du C.P.E a été surmontée, elle n'est pas effacée. En conséquence de celle-ci, il engage la « *modernisation du dialogue social* ».

Dans notre précédent numéro, nous avions noté que, dès le lendemain du retrait du C.P.E., grâce à la reprise de la concertation, l'offensive gouvernementale et patronale avait repris. Mais nous avions également indiqué que la défaite subie par le gouvernement sur le C.P.E. marquait les rapports politiques, quand bien même ces derniers n'avaient pas été inversés. Entre temps, l'union nationale réalisée derrière Chirac sur la question du Liban a encore raffermi la position du gouvernement.
Cependant, nous l'avons mentionné, Villepin a présenté à Troyes la troisième étape de « sa bataille pour l'emploi ». Or, et sans que cela n'altère le caractère réactionnaire des mesures annoncées, il n'empêche que la « réforme » des contrats de travail, laquelle devait constituer l'essentiel de cette troisième étape, n'y figure pas. Rappelons que, après le CNE, le CPE constituait une deuxième étape, devant en annoncer une troisième, celle de la mise en place du « contrat de travail unique », en réalité de la liquidation des CDI actuels et des garanties collectives qui y sont attachées dans les branches. A l'évidence, cette troisième étape a été renvoyée au lendemain des élections présidentielles et législatives.
Ensuite, ainsi que nous l'avions souligné en juin, dorénavant, et tant que les rapports politiques restent inchangés, le gouvernement ne peut plus porter de coup fracassant sans bénéficier de l'accompagnement, jusqu'au bout, des directions syndicales ouvrières.

D'ailleurs, c'est en la présentant très explicitement comme une leçon du C.P.E. que le gouvernement a engagé des concertations sur une nouvelle loi (après la loi Fillon de 2004) sur le « dialogue social ». En juillet, J-C.Mailly relatait dans un éditorial de *FO Hebdo* son entrevue avec Villepin :

« Objectif officiel: nous consulter sur le rapport qu'il avait commandé à M. Chertier sur le dialogue social. Objectif officieux: montrer que le contact était repris avec les interlocuteurs sociaux.

Après nous avoir indiqué qu'il voulait tirer les conséquences de l'échec du CPE et améliorer le dialogue social, il nous a invités à lui faire part de nos analyses. Nous avons bien entendu fait le lien entre les rapports Chertier et Hadas-Lebel (sur la représentativité syndicale), montrant qu'ils avaient des points communs (passer de la logique contradictoire à la démarche consensuelle). Nous avons également fait le lien entre la loi Fillon du 4 mai 2004 qui a désarticulé la pratique contractuelle, la représentativité et le paysage syndical (cf. l'éditorial du mercredi 7 juin 2006).

Sur tous ces points, le Premier ministre a juste précisé qu'il n'entendait pas, avant les présidentielles de 2007, proposer des modifications constitutionnelles, qu'il attendait l'avis du Conseil économique et social et que seules des modifications recueillant un avis très large pourraient être envisagées.

Cela pourrait, par exemple, être le cas pour introduire dans une loi l'obligation pour les pouvoirs publics d'ouvrir une concertation préalable à toute modification touchant au droit du travail. »

Notons que J-C.Mailly s'est rendu, fin août, pour la seconde fois, à l'université d'été du Medef lors de laquelle on aura notamment pu entendre Sarkozy s'en prendre au droit de grève ou au maire de Cachan, sous les applaudissements de l'assistance !

Ces concertations ont été pour le gouvernement fructueuses au point qu'il envisage, avant les élections, qu'une nouvelle loi soit mise sur les rails, patronnée par Chirac en personne. Ce projet de loi créerait une « *conseil du dialogue social* » venant remplacer différentes instances d'association capital-travail déjà existantes, et notamment le Conseil Economique et Social – ce qui n'est pas du goût des bureaucrates qui y siègent bien au chaud, nationalement et dans les régions. Il établirait un délai de concertation obligatoire de trois mois entre l'annonce d'un avant-projet de loi et sa présentation en conseil des ministres, et redéfinirait les rapports entre le travail du parlement et celui des « partenaires sociaux ».

En clair, il s'agit, tirant les leçons du C.P.E., de franchir un pas de plus vers la cogestion, pour associer les dirigeants syndicaux à la rédaction en tant que telle de tous les projets de loi portant sur le droit du travail.
Au passage, le gouvernement a soulevé la question de la « représentativité syndicale » : il ne s'agit là pour lui que d'un moyen d'associer au-delà des cinq confédérations dites « représentatives » à la mise en œuvre de la politique que veulent les capitalistes français.
D'ailleurs, sur leur propre plan, les fédérations de la fonction publique ont vu leurs directions rencontrer également Gérard Larcher sur ces questions.

Enfin, Villepin a confié à ... Jacques Delors un rapport sur « l'emploi et les revenus » afin de préparer une conférence nationale sur ce même thème en décembre avec les directions syndicales pour parvenir à un « *diagnostic commun* ». « Revenus », pas « salaires »..... Le « diagnostic partagé» est déjà dans cet intitulé, qui fait passer les salaires à la trappe ! Il va de soi que le but de cette conférence, en parfaite cohérence avec le projet de loi sur le dialogue social, est de lier les mains des organisations syndicales à coup de « diagnostic » et autre « agendas » partagés.
Non sans réticences, apparemment, les dirigeants syndicaux comptent participer à cette conférence tout comme ils ont participé au premier round des discussions sur le futur projet de loi sur le dialogue social – manière de le mettre ne pratique avant même qu'il soit couché noir sur blanc. C'est un facteur de désarmement pour les masses, déjà inévitablement désorientées par le déroulement des évènements après le retrait du C.P.E.

En effet, en procédant ainsi les directions syndicales combattent pour effacer les leçons essentielles du combat qui a imposé le retrait du C.P.E. Rappelons-les : c'est parce qu'il n'y a pas eu de concertation préalable sur le C.P.E., parce que les directions syndicales ont ensuite maintenu dans l'unité l'exigence du retrait avant toute négociation, que, sur la base de la mobilisation de la jeunesse étudiante qui en a été nourrie, le gouvernement a subi une défaite.

Au contraire, s'inscrire dans les discussions préparatoires à la loi sur la « *rénovation du dialogue social* », plus encore, accepter de participer à la conférence du gouvernement sur les « revenus et l'emploi », c'est pour les directions syndicales s'employer à effacer les leçons du CPE.

Et puis, concernant les salaires, alors que la hausse des prix, en particulier ceux des loyers, alors que la hausse de la fiscalité locale et la baisse des salaires réels prennent les ouvriers ou les employés à la gorge, il appartient aux directions syndicales de mettre en avant des exigences élémentaires : le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis des années, notamment depuis 2000, sa garante par l'indexation des salaires sur l'inflation, ou encore le gel immédiat des loyers, l'annulation des dettes qui écrasent les familles pauvres. Or, combattre sérieusement pour la moindre de ces revendications, c'est combattre contre la politique du gouvernement et du patronat, combattre contre les propriétaires fonciers, les organismes de crédit ; combattre sérieusement pour ces revendications implique donc de rompre les discussions amiables avec le gouvernement, de préparer l'affrontement généralisé de tout le prolétariat, de la jeunesse, avec lui pour lui infliger une défaite décisive.

En ce sens, il est indispensable d'intervenir contre la participation des directions syndicales aux discussions sur la « rénovation du dialogue social », contre la participation à la « conférence sur l'emploi et les revenus » prévue pour décembre.

« *Délibération sociale* » : une nouvelle opération destructrice du Medef

C'est aussi en tirant pour sa part les leçons de la défaite du gouvernement sur le CPE que le Medef a pris de son côté une initiative d'une grande importance, intitulée, du moins pour le moment « délibération sociale ». Puisque le gouvernement a dû renoncer à mettre en cause davantage à ce stade les contrats de travail, le Medef propose aux directions syndicales de s'en charger, en ouvrant des concertations sur le sujet. Cette « *délibération sociale* » évoque irrésistiblement la « *refondation sociale* » ouverte en son temps par Ernest-Antoine Seillière, dont provient la contre-réforme de l'assurance-chômage qui n'est pas pour rien dans la baisse des statistiques actuelle, à coup de radiations (c'est pourquoi en août la baisse du chômage officiel s'est interrompue, faute de radiations en nombre suffisant), ou encore celle de la médecine du travail.

La lettre d'invitation propose en effet de : « *lancer officiellement les travaux de délibération sociale autour du sujet de la réforme du marché du travail* », mettant à l'ordre du jour : "*la remise à plat de l'assurance-chômage*", "*le contrat de travail*" et "*la sécurisation des parcours professionnels*". Parisot précise qu'en matière de contrat de travail, il s'agit bien de faire le "*bilan des différentes formes de contrat*", et de se pencher sur les "*projets de contrat unique et des conditions de séparation*". Que dans le même temps elle évoque "*l'examen des propositions de sécurisation des parcours professionnels faites par les différentes organisations syndicales*" est parfaitement en cohérence puisque les dites propositions (cf. notamment l'article paru dans CPS sur le congrès de la CGT) sont essentiellement des points d'appui pour liquider les contrats de travail tels qu'ils existent aujourd'hui, liés à des conventions collectives.

Parisot n'a pas fait mystère dans son courrier de ses objectifs. Citons-les : "*marquer la capacité des partenaires sociaux à engager des discussions sur l'ensemble des sujets relevant de leur compétence, même dans une période électorale*" et encore : "*de préparer les futures réformes qui pourraient concerner le fonctionnement du marché du travail*".

Pour le Medef, sur son propre plan il s'agit d'une part d'effacer totalement les dernières séquelles du CPE, en réengageant ce qui devait constituer l'essentiel de la « troisième étape de la bataille pour l'emploi », mais encore, d'associer les directions syndicales à la préparation des contre-réformes qui seront présentées au futur gouvernement issu des échéances électorales de 2007, et de lui dicter son ordre du jour, si possible dès avant, lors de la campagne électorale – et d'autant plus aisément si la loi sur le « dialogue social » passe d'ici là.
Ainsi Parisot affirme-t-elle au sujet de l'assurance-chômage « *Nous devons faire comme si le régime d'assurance chômage n'avait jamais existé et que tout était à inventer* ».
Au sujet des contrats de travail, elle explique sur France 2 le 6 octobre : « *Je propose d'ajouter une nouvelle dimension au contrat de travail, (...) une modalité de séparation à l'amiable sans passer par la logique de faute (...) il faut plus de flexibilité dans le domaine du travail* »
Le simple souvenir du bilan de la « refondation sociale » devrait déclencher chez un militant syndical normalement constitué un réflexe de rejet de cette opération. Or, *Libération* du 22 septembre le note : « *Malgré les cicatrices du CPE, les syndicats semblent plutôt favorables à la démarche patronale.* ».
Combattre pour le boycott de ces discussions par les dirigeants CGT et Force Ouvrière, combattre contre la participation des directions syndicales à cette « *délibération sociale* » qui vise à cadrer la nouvelle étape d'offensive anti-ouvrière dont les élections de 2007 devraient sonner le départ, est par conséquent indispensable.

Du PS à l' « extrême gauche », une seule « perspective » : les élections de 2007

La politique de dialogue social renforcé de la part des directions syndicales, leur entreprise d'effacement des leçons de la défaite infligée au gouvernement sur le C.P.E., est leur façon d'œuvrer à paralyser la classe ouvrière. Mais sur leur propre plan, PS, PCF – et secondairement la LCR et le PT – en se focalisant d'ores et déjà sur la préparation des présidentielles, bouchent toute perspective alternative à la poursuite de la politique réactionnaire des Chirac, Villepin et Sarkozy.

Le Parti Socialiste, en organisant une sorte de primaire interne découplée de son congrès, en faisant adhérer des « supporteurs » à 20 euros alléchés par la perspective de choisir le « champion », a franchi un nouveau pas vers sa transformation en addition pure et simple d'écuries présidentielles.
Mais il y a plus encore. Dans notre dernier numéro, nous avions caractérisé l'opération « Royal » comme une opération contre le PS, visant à lui imposer de l'extérieur une candidate sélectionnée directement par des grands groupes capitalistes et leur presse, en l'occurrence Marie-Ségolène Royal.
Pourquoi ce choix ? En l'appelant « Mme Sarkozy » lors de sa visite à Dakar, une des anciennes représentantes des sans-papiers a produit un lapsus tout à fait révélateur. Depuis le début de la campagne interne, le royalisme se distingue par l'affichage de positions plus réactionnaires que le « *projet socialiste* » adopté l'été dernier mais dont chaque jour montre qu'il n'est comme de coutume qu'un chiffon de papier. Encadrement militaire des délinquants, destruction de la carte scolaire, allongement du temps de service des enseignants, lutte contre l'immigration, sans compter les discours sur la « *valeur travail* » qui appellent irrésistiblement les « famille » et « patrie » de circonstance, Mme Royal a répondu, assurément, aux espoirs de ses parrains (ne pouvait-on pas lire dans *Libération* du 4 octobre : « *Les chiraquiens votent Royal sans se cacher* » ?).
De plus, bien qu'étant soutenue aujourd'hui par la majorité de l'appareil du PS, toujours prompt à s'incliner devant le vent, S.Royal a comme base arrière une association « désirs d'avenir », extérieure et largement étrangère au PS – en cohérence avec ses antiennes de « démocratie participative » qui riment quant à elles avec corporatisme, destruction des partis politiques. Royal a de ce point de vue profité des opportunités ouvertes par la crise sans précédent qu'a connu le PS à l'occasion du référendum sur la « *constitution européenne* ».
Or, il semble que l'opération Royal est en passe de réussir. Le retrait de Jospin, spécialiste il est vrai en désertions, l'atteste. Car précisément, Jospin avait agité la possibilité de sa candidature sur le terrain même de la défense du PS en tant que parti. Il a dû capituler en rase campagne, faute d'un écho suffisant.
D'ores et déjà, entre les positions de Royal et celles d'un Strauss-Kahn, prônant de son côté le « dynamitage » du système universitaire et la destruction des régimes spéciaux de retraites, au diapason sur ce point d'un François Fillon, la campagne interne au PS est un facteur supplémentaire de désarroi politique pour les masses, et c'est l'UMP, et Sarkozy qui à ce stade devrait en être le principal candidat, qui en tirent tout le bénéfice. De ce point de vue, les sondages ne sont qu'un moyen de manipulation de l'opinion, et rien d'autre.

Le PCF aussi ne pense plus qu'aux présidentielles – il organisera ses propres « primaires » courant novembre. Ce parti se trouve en réalité dans une situation désespérée, et aucune combinaison avec ce qu'il reste des « comités du non » ou avec la LCR ne peut y remédier. Même si son implantation militante et municipale demeure non négligeable, ce parti n'a plus de perspective politique qui justifie son existence à terme. Au-delà des sondages, il en sera effectivement révélateur que, quelle que soit son étiquette, le score du candidat soutenu par le PCF soit particulièrement faible. Pour autant, en s'inscrivant dans des opérations structurées par les « comités » qui se formèrent pour le « non de gauche » lors du référendum de mai 2006, le PCF continue dans son agonie à semer la confusion politique la plus grande, à participer à l'effacement des frontières même du mouvement ouvrier, aussi dégénéré soit-il. Ainsi fonctionne également la LCR, elle aussi déjà en campagne électorale et, quoiqu'en rivalité avec le PCF, s'affirmant prête à s'effacer du jour au lendemain derrière un candidat sans parti, pourvu qu'à son programme il inscrive ... le refus de toute alliance avec le Parti Socialiste. Autrement dit, la seule condition que met la LCR à une alliance, c'est le refus de poser la question du gouvernement, alors que c'est bien cette question, d'abord, que les élections doivent servir à poser. Et elle ne peut être résolue en en excluant le PS à l'avance. Qui plus est, il faut rappeler que cette LCR qui ne voudrait pas entendre parler du PS mais qui trouve le PCF tellement plus fréquentable – comme si le PCF n'avait pas été, disons, au gouvernement entre 1997 et 2002, cette LCR, donc a appelé à voter Chirac au second tour des élections de 2002 ! Ils ont de bien étranges pudeurs.
Enfin il faut ajouter que de son côté, le Parti des Travailleurs conclut déjà ses tracts par des formulations comme « *qui osera, dans les prochaines élections, remettre en cause le sacro-saint traité de Maastricht* ». Le PT, qui compte certainement prendre appui d'une façon ou d'une autre sur le rassemblement de « maires » et de « syndicalistes » qu'il a constitué sous l'emblème de « *la reconquête de la démocratie* (bourgeoise) », s'inscrit lui aussi dans la perspective des élections de 2007.

Répétons-le : se placer d'ores et déjà dans la perspective de 2007, alors que, on l'a vu, le gouvernement, lui, compte combattre les masses « *jusqu'au bout* », c'est objectivement contribuer à interdire au prolétariat d'engager le combat sur son propre plan, par ses propres méthodes, sur ses propres objectifs. C'est du même coup aider à ce que les dites élections se présentent sous les meilleurs auspices pour la bourgeoisie l'UMP, l'UDF, le FN et leurs candidats.

« *Jusqu'au bout* », conformément aux leçons du C.P.E., combattre pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier, partis et syndicats, contre le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, pour la rupture de la concertation avec lui.

Pour la bourgeoisie française et son gouvernement, on l'a vu, même si elle s'y prépare au mieux, il n'est pas question d'attendre les présidentielles. D'ailleurs y songerait-elle que les incertitudes de la situation économique l'en dissuaderaient. Comme nous l'avions évoqué dans les *Notes sur la situation internationale* parues dans notre numéro de juin, l'économie des Etats-Unis arrive à une phase de grande incertitude, où un ralentissement de la croissance pourrait entrer en conjonction avec un krach annoncé de l'immobilier, sinon un krach financier, monétaire, des cours de certaines matières premières, etc. Du coup, le regain de croissance de l'économie française au premier semestre s'en trouve déjà menacé. De plus, il se confirme que, même avec une certaine croissance, le commerce extérieur est redevenu structurellement déficitaire – ce qui témoigne de la perte de positions importantes sur le marché mondial au profit, notamment, de l'Allemagne. Enfin, le secteur automobile, crucial en France, est aujourd'hui en difficulté.

Dans ces circonstances, pour le patronat, pour la bourgeoisie, le gouvernement, préparer l'avenir n'est pas tant préparer les élections que d'essayer de porter le maximum de coups tant que cela leur est possible – profitant notamment comme on le voit à GDF de la situation d'expectative dans laquelle les travailleurs et la jeunesse ont été mis, suite à l'escamotage et l'obscurcissement systématiques des leçons de la défaite qu'ils ont pourtant infligée au gouvernement UMP-UDF au printemps dernier.

L'intérêt de la population laborieuse n'est pas de mettre le moindre espoir dans les futures échéances électorales, mais bien de chercher à engager le combat, sur les points que l'hyper activité gouvernementale mettra à l'ordre du jour, ou directement sur ses revendications, notamment pour l'augmentation générale des salaires.
Pour ce faire, il faudra, ainsi que l'a montré la bataille sur le C.P.E., que soit réalisé le front unique des organisations syndicales, CGT, FO, FSU, UNEF, et des partis issus du mouvement ouvrier, comme en fournirait par exemple l'occasion l'appel uni à une manifestation centrale et nationale à l'Assemblée au moment de l'examen du budget.
Il faudra imposer la rupture de la concertation avec le gouvernement et le patronat, et notamment le refus de participer aux discussions sur le « dialogue social », tant au niveau des confédération qu'à celui des fédérations de fonctionnaires ; celles inaugurées par le Medef sur le contrat de travail et en particulier la conférence sur « l'emploi et les revenus » qui doit se tenir en décembre prochain.

C'est dans le mouvement de la classe ouvrière, de tous les travailleurs salariés et de la jeunesse, se libérant des entraves mises par les appareils, que pourraient se réunir les conditions de la venue au pouvoir d'un gouvernement émanant du front uni des organisations ouvrières, partis et syndicats, gouvernement sans représentants des partis et organisations bourgeoises, condition première à ce que soit menée une politique visant à satisfaire les revendications et aspirations les plus urgentes, car pour cela, il faut rompre avec la loi du profit, s'engager dans la voie de l'expropriation du capital. C'est pour cette issue, pour le socialisme, que combat le Cercle, au compte de la construction de l'indispensable parti ouvrier révolutionnaire.

Le 7 octobre 2006

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: G.E.R. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site web: http://socialisme.free.fr

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale

LIBAN : DECLARATION DU CERCLE (6 SEPTEMBRE 2006)

Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises du Liban
Front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats), contre l'union sacrée derrière Chirac

Des soldats français par centaines, dotés de chars, d'artillerie lourde et de missiles, sont en cours de déploiement au Liban. Les directions syndicales CGT et FO auraient les moyens de s'opposer à ce déploiement, en bloquant le transport et le ravitaillement de ces troupes. Mais toutes soutiennent la politique de Chirac et la résolution 1701 de l'ONU qui donne à la France un nouveau mandat sur le Liban.
Chirac et Villepin n'ont pas manqué d'utiliser ce soutien à leur politique étrangère. Ils ont ouvert la session extraordinaire du parlement convoquée pour privatiser totalement GDF par un débat sur le Liban, recueillant ainsi d'emblée les « *félicitations* » de M-G.Buffet (PCF) et autres satisfecits décernés par le PS.
Mais ce n'est pas au titre de la « paix » que les forces françaises et italiennes de la Finul viennent en force prendre le relais de l'armée israélienne au sud du Liban.

Les propos tenus au moment du cessez-le-feu par Georges Bush étaient limpides : après l'Afghanistan et l'Irak « *Le Liban est le troisième front de la guerre mondiale contre le terrorisme* ». La capture de soldats israéliens n'a été qu'un prétexte. L'impérialisme US et le gouvernement Olmert-Peretz avaient décidé d'ouvrir ce « *troisième front* » au Liban. Pourquoi ?
Parce qu'en Irak, la transition avec les institutions croupion mises en place par la Maison Blanche patine. En Afghanistan aussi sa situation se dégrade. Le retrait du Liban imposé à la Syrie conjointement avec Chirac n'avait pas suffi à faire craquer le régime d'Assad. Le gouvernement Bush et Israël ont donc ouvert ce nouveau front pour accroître encore la pression sur la Syrie et l'Iran, sans le concours desquels aucune stabilisation de l'Irak à l'avantage des USA n'est envisageable.
Ainsi, les premières frappes israéliennes à peine engagées, Bush mettait en garde la Syrie, tandis que l'Iran est toujours sous la menace de sanctions iniques, sous le prétexte de son programme nucléaire, et qu'Israël a aggravé encore les conditions de détention qu'il inflige à tout le peuple palestinien.

Au Liban, l'armée israélienne a poursuivi méthodiquement ses objectifs: mettre le Liban, à genoux, par la destruction de ses infrastructures vitales, de sa population, y compris le Hezbollah, mais aussi le blocus économique, et le mettre ainsi à la merci des grandes puissances impérialistes.
C'est effectivement ce qui s'est produit. De plus, pour la première fois depuis 1969, l'armée libanaise va prendre position au sud du pays, flanquée de troupes impérialistes qui viennent pour menacer la Syrie. Dans ces conditions, les cris de « victoire » de la résistance qui retentissent sur des ruines encore fumantes rendent un écho sinistre.

Dès le début de son offensive, le gouvernement israélien exhortait la France à « *jouer un rôle très important pour obtenir un désarmement du Hezbollah* », compte-tenu de ses « *liens historiques et privilégiés avec le Liban* ».
L'agression israélienne a pavé la voie à la résolution 1701, laquelle l'entérine et lui laisse les mains totalement libres pour frapper à nouveau, tout en mettant sur pied une force d'occupation chargée de remplacer Tsahal au sud Liban.

Le gouvernement Chirac-Villepin a tergiversé, partagé entre la volonté de maintenir son emprise sur le Liban dont la France est le premier partenaire économique, et la crainte des conséquences du renforcement de sa présence militaire aux côtés des Etats-Unis, après l'Afghanistan. La manifestation des appétits italiens l'a décidé à s'engager – appuyé sur le soutien unanime des directions des organisations ouvrières traditionnelles à sa politique.

Les troupes françaises (en plus de l'Afghanistan) et italiennes (à peine de retour d'Irak) sont donc des renforts dans la guerre dirigée par l'impérialisme US dont l'objectif affiché est la recolonisation du « *Grand Moyen-Orient* ».

Aujourd'hui, s'opposer à la « guerre mondiale contre le terrorisme » que mènent les puissances impérialistes sous la houlette des Etats-Unis signifie combattre

- **pour le retrait de toutes les troupes d'occupation d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, à commencer par les troupes françaises**
- **contre les résolutions de l'Onu qui légitiment l'occupation et l'oppression coloniales**

Ce combat implique de dresser contre le gouvernement Chirac-Villepin le front uni des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF), du PS et du PCF, pour qu'aient lieu les initiatives nécessaires (manifestations, boycott du ravitaillement et des transports à l'appel des fédérations syndicales). C'est en ce sens que le Cercle appelle à agir.

Le 6 septembre 2006

Les travailleurs, la jeunesse, peuvent le constater : chaque jour les grandes puissances impérialistes et l'Etat d'Israël enfoncent toute une région dans une barbarie croissante et épouvantable. Militarisme exacerbé, destruction des civilisations, exactions contre la population civile, guerre de terreur permanente contre les masses du Moyen-Orient, d'Afghanistan, voilà la base sur laquelle repose le pouvoir de l'ensemble des grandes puissances capitalistes, voilà ce qui est au cœur même de la politique de leurs gouvernements, qui dans chaque pays détruisent autant qu'ils le peuvent les acquis ouvriers. Voilà pourquoi le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire combat pour le socialisme, et réaffirme « si tu veux la paix, prépare la révolution ».

Les militants interviennent et informent *Combattre pour le Socialisme*

I. Contre l'intervention française au Liban

Prise de position du syndicat CGT-FO des métaux de Saint-Etienne

Le Syndicat CGT-Force Ouvrière de la Métallurgie de Saint Etienne :

- Condamne sans réserves l'agression menée par Israël contre le Liban et celle en cours dans la bande de Gaza avec son cortège de crimes de guerre et de terreur.

- Rejette totalement la résolution 1701 de l'ONU, résolution qui entérine l'agression israélienne qui a ravagé méthodiquement les villes et les infrastructures du Liban et de Gaza, les bombardements aveugles contre les populations civiles et qui met sur pied une force armée chargée de prendre le relais de l'armée israélienne au Liban-sud, avec les mêmes objectifs, à savoir étouffer toute résistance à l'offensive de re-colonisation en cours depuis l'Afghanistan jusqu'au Liban en passant par l'Irak.

- Considère que la « FINUL renforcée » dirigée par la France est une force d'occupation armée jusqu'aux dents, dotée d'engins de mort, qui est tournée contre les masses du Liban et ainsi que contre la Syrie.

- Remarque, enfin, que Georges Bush junior a caractérisé le Liban comme le "troisième front de la guerre mondiale contre le terrorisme", ce qui signifie que les forces présentes au Liban viennent pour renforcer le dispositif qui étreint la région, les troupes d'occupation de l'Irak et d'Afghanistan - parmi lesquelles 2000 soldats français. A ceci s'ajoutent les menaces militaires sur l'Iran.

- Le syndicat CGT-Force Ouvrière de la Métallurgie de Saint Etienne se prononce :
Pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'occupation du Liban, de l'Irak et de l'Afghanistan.
Pour le retrait immédiat des troupes françaises !
Contre l'union sacrée qui se forme derrière Chirac sur la question du Liban !
De l'argent pour les salaires, pas pour les expéditions militaires.

- Le syndicat CGT-Force Ouvrière de la Métallurgie de Saint Etienne s'adresse aux organisations de la CGT-Force Ouvrière, ainsi qu'aux autres syndicats ouvriers :
* Pour qu'elles prennent position et se disposent pour empêcher l'envoi et le ravitaillement des troupes françaises au Liban.
* Pour que sur cette question essentielle se forme un front uni pour prendre les initiatives nécessaires pour manifester contre l'intervention militaire au Moyen-Orient et les résolutions de l'Onu qui la cautionnent.

- Le syndicat CGT-Force Ouvrière de la Métallurgie de Saint Etienne mandate son secrétaire pour organiser la publicité sur cette motion et prendre les contacts nécessaires.

Saint Etienne, le 5 septembre 2006.

Motion présentée à l'Assemblée des syndiqués CGT de la RATP, le 4 septembre 2006

L'assemblée de syndiqués dénonce l'envoi des troupes françaises au Liban. Cette expédition militaire renforce les interventions impérialistes au Moyen-Orient dont l'objectif est d'aggraver la mainmise de l'impérialisme sur la région.

L'assemblée demande que la Confédération engage une campagne et appelle à l'unité des organisations syndicales pour le retrait des troupes françaises du Liban et d'Afghanistan et organise le boycott du transport des troupes et de tous les moyens militaires.

10 participants ont voté pour; 1 s'est abstenu, 2 n'ont pas participé au vote et environ 80 ont voté contre.

Motion présentée au BDFN de la F.S.U. au titre du courant « Front Unique » le 4 septembre

Le BDFN de la FSU
1) condamne sans réserve l'agression menée par Israël contre le Liban et celle en cours à Gaza et en Cisjordanie

2) rejette totalement la résolution 1701 de l'ONU, résolution Chirac - Bush qui entérine l'agression qui a ravagé les villes et infrastructures du Liban, et met sur pied une force armée chargée de prendre le relais de l'armée israélienne au Liban Sud avec les mêmes objectifs, à savoir désarmer toute résistance

3) considère que la FINUL renforcée actuellement dirigée par l'état major français est une force d'occupation puissamment armée, tournée exclusivement contre les masses libanaises et aussi contre la Syrie

4) remarque enfin que Bush a caractérisé le Liban comme le " troisième front de la guerre mondiale contre le terrorisme " ce qui signifie que les forces présentes au Liban viennent pour renforcer le dispositif impérialiste qui étreint la région, les troupes d'occupations de l'Irak et de l'Afghanistan - parmi lesquelles 2000 soldats français.

En conséquence le BDFN de la FSU se prononce pour le retrait immédiat et inconditionnel du Liban, de l'Irak et de l'Afghanistan.
Il exige en premier lieu le retrait des troupes françaises, se prononce contre toute envoi de troupes.
Il se prononce contre " l'union sacrée " qui s'est réalisée derrière Chirac pour l'envoi de ces soldats et s'adresse à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier (Partis et Syndicats) pour qu'elle soit rompue.

Dans l'urgence, la FSU s'adresse aux confédérations CGT et FO pour ensemble empêcher l'envoi et le ravitaillement des troupes françaises au Liban, pour le boycott de l'intervention française. La FSU s'adresse à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour que se réalise le front unique contre l'intervention impérialiste au Proche Orient, contre les résolutions de l'ONU (et particulièrement la résolution 1701), pour le retrait de toutes les troupes impérialistes et en particulier des troupes françaises. Sur cette base, elle propose l'organisation commune d'une manifestation centrale à Paris au siège du pouvoir.

Motion adoptée par la section SNES du lycée Bristol, Cannes (06), le 14 septembre

Les enseignants rassemblés lors de l'heure d'information syndicale réunie à l'initiative de la section SNES du lycée Bristol s'adressent à la direction de la FSU de la manière suivante :
La direction de la FSU doit s'engager clairement en appelant à l'unité des organisations ouvrières (partis et syndicats) pour le retrait des troupes françaises du Liban, d'Afghanistan et de Côte d'Ivoire et pour l'organisation du boycott du transport des troupes.

Sur 15 présents, Pour : 12, Contre : 1, Abst. : 2 NPPV : 0

II. RATP : Intervention à l'assemblée des syndiqués CGT du 4 septembre

Il y a quelques mois, la direction annonçait le projet de prolonger le service une heure plus tard les vendredis et samedis soir au métro. L'ensemble des syndicats (sauf le cgc) réagissait en dénonçant un projet « *remettant en cause l'unité du métro et du rer, les règles d'embauche pour les jeunes conducteurs* », les règles d'utilisation et de travail des personnels, « *la stc15 et instaurant de la flexibilité à la conduite* ». Et les syndicats « *exigeaient le retrait pur et simple de ce projet scandaleux.* »

Mais la cgt retirait sa signature et mettait au point avec les autres organisations syndicales un autre communiqué : il n'exigeait plus le retrait du projet mais « *demandait le gel de toutes décisions et l'ouverture de véritables négociations...* »
Depuis, la ligne du syndicat a été tout à fait claire : le tract du 26 juillet affiche en exergue : « *La cgt, sans aucune ambiguïté, est pour le prolongement, pour encore plus de service public mais aussi pour que cela se fasse dans de bonnes conditions pour les usagers, pour les agents et que cela génère de l'embauche.* »

Camarades, il y a 2 orientations qui s'opposent :
Celle qui inclut « *l'exigence du retrait du projet scandaleux* ». C'est un bon point d'appui pour combattre la direction dans l'unité.
Celle du tract du 26 juillet, qui propose « *que cette nouvelle offre (de service) ne soit pas qu'une mesure supplémentaire de productivité au détriment des conditions de vie et de travail des agents.* »

Camarades, quelque temps avant de partir, la présidente Idrac a annoncé « *un nouveau plan de performance qui vise à multiplier la productivité par 3, ce qui pourrait représenter 600 suppressions d'emplois par an pendant 10 ans ! Rien de moins que 6 000 emplois qui passent à la trappe !* » (tract cgt métro-rer du 16 juin).
Son successeur, le pdg Mongin, dans un courrier adressé à chacun, a fait comprendre qu'il reprenait les objectifs anti-ouvriers de sa prédécesseure et en reprend d'ailleurs les mêmes termes : la « performance », « s'appuyer sur l'expérience et la compétence des administrateurs... », le « souci permanent du dialogue ».

Que signifie alors l'invitation formulée par l'Union cgt (le 3 juillet) : « *Il ne tient qu'à Mr. Mongin de rouvrir la porte du dialogue social, de mettre en œuvre une politique propice au développement de notre service public, pour les usagers et les agents de la ratp...* » ?
Laisse-t-on entendre que le pdg, précédemment chef de cabinet du Premier ministre de Villepin et autrefois du Premier ministre Balladur, et dont le journal Le Monde a rappelé le « penchant pour le passage en force », pourrait, de lui-même, « mettre en œuvre une politique propice pour les agents » ?

Ou bien faut-il comprendre que la direction aurait les mains libres pour appliquer sa politique si elle respectait le « dialogue social » ?

On l'a vu : la négociation de la modernisation-décentralisation des pcc, le « dialogue social » mène à la suppression des b2 chefs de manœuvre. La cgt n'a pas combattu !
On l'a vu aussi avec la contre-réforme de notre régime des retraites, son intégration dans le régime général : là aussi, la cgt n'a pas combattu la politique de la direction !

Camarades, de plus en plus de travailleurs se rendent comptent que pour défendre nos acquis, il faut rompre avec le « dialogue social », avec la direction, et qu'il faut la combattre.
Je vous invite à intervenir dans ce sens : ce qui signifie, au ferré, agir pour que le syndicat mette en avant l'exigence du retrait du projet de prolongation de service, qu'il rompe les négociations, et prenne les mesures nécessaires pour arracher le retrait du projet.

III. Enseignement : combat contre le projet de budget du gouvernement

Motion adoptée par les enseignants du lycée Bristol de Cannes (06)

Les enseignants rassemblés lors de l'heure d'information syndicale réunie à l'initiative de la section SNES du lycée Bristol s'adressent aux directions du SNES et de la FSU pour qu'elles adoptent les mots d'ordre suivants :
- A bas le budget 2007 !
- Pas une seule suppression de postes !
- rétablissement du pouvoir d'achat !

Votre responsabilité est de dresser dans l'unité l'ensemble des fédérations de fonctionnaires, l'UNEF, les confédérations syndicales dans une puissante manifestation à l'Assemblée Nationale contre le budget du gouvernement UMP-UDF au moment de l'ouverture de la discussion budgétaire.

Adoptée à l'unanimité des 14 présents.

Motion de la section SNES du lycée Talma, Brunoy (91)

Aux directions de la FSU et du SNES :
La section SNES-FSU du lycée Talma, à Brunoy (91), vous demande à l'unanimité de convoquer, dans l'unité avec les autres fédérations de l'enseignement, et au delà avec celles de fonctionnaires, une manifestation nationale, à l'Assemblée nationale, au moment de l'ouverture de la discussion budgétaire, contre ce projet de budget.

Texte contresigné au 7 octobre par la majorité des enseignants du collège des Ormeaux, Fontenay aux Roses (92)

A l'attention des directions du SNES et du SNEP
Professeurs au collège Les Ormeaux (Fontenay aux roses 92), nous nous sommes réunis le Mardi 26 septembre pour discuter de notre participation à la journée de grève organisée le Jeudi 28 par les fédérations syndicales de l'Education. Aucun de nous n'a estimé que les conditions étaient réunies pour une véritable mobilisation.
Nous avons jugé que nous allions sacrifier inutilement une journée de salaire pour une de ces "grèvettes" de 24 heures qui ponctuent rituellement l'action syndicale telle que vous la concevez.
Nous ne voulons pas pour autant que vous en concluiez que nous ne sommes pas mobilisables. En effet nous subissons directement les effets d'une politique continue d'agression contre la Fonction publique (salaires, postes) et nos conditions de travail se dégradent rapidement (emploi du temps, effectifs des classes, charge de travail...). Mais nous pensons qu'il faut une toute autre politique syndicale pour nous défendre.
Nous rappelons d'ailleurs notre participation au mouvement contre le CPE dans lequel les jeunes et les salariés ont imposé le refus de toute discussion avec le gouvernement.
Or, depuis, vous vous précipitez à toutes les instances de concertation que le gouvernement met en place pour faire passer sa politique (modernisation de la Fonction publique, du dialogue social, carte scolaire...) ce qui décrédibilise votre journée d'action "Pour un autre budget, Pour une autre école", ersatz d'un vrai combat Contre le budget 2007 qui prévoit à nouveau plus de 8000 suppressions de postes.
Nous vous demandons donc de rompre toute concertation avec le gouvernement et d'appeler dans l'unité à une manifestation à l'Assemblée nationale au moment de la discussion budgétaire sur les mots d'ordre suivants :
Aucune suppression de poste
Remplacement poste par poste de tous les départs en retraite
Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000 par l'augmentation de 6% du point d'indice

Destruction du statut, autonomie des établissements scolaires : « *Rarement une rentrée scolaire aura été marquée par autant d'innovations concrètes.* » (Chirac)

« *Rarement une rentrée scolaire aura été marquée par autant d'innovations concrètes. J'en félicite le gouvernement qui n'hésite pas à changer ce qui ne fonctionne pas* ».

C'est en ces termes que Chirac a salué la rentrée scolaire lors du conseil des ministres du 6 septembre. Et effectivement, malgré la résistance des personnels, les contre-réformes imposées par le gouvernement les années précédentes se mettent en place. C'est ce qui explique que, à la veille de la « journée d'action » du 28 septembre dont il savait parfaitement n'avoir rien à craindre, le gouvernement a laissé filtrer un des projets qui découle logiquement de tout ce qui a été fait jusqu'ici : la remise en cause des décrets de 1950 qui régissent le service des enseignants du second degré.

Le gouvernement s'en prend aux décrets de 1950, la direction du SNES répond : « ce n'est pas une mauvaise chose d'ouvrir une discussion sur le temps de travail des enseignants »

C'est à la veille de la journée d'action unitaire du 28 septembre que la direction du SNES, puis *Le Monde*, ont fait connaître un projet de décret réécrivant les décrets de 1950 qui régissent le service des enseignants. A l'ordre du jour, selon cette réécriture, la suppression de la majeure partie des heures de décharge dont bénéficient aujourd'hui les enseignants. Ainsi pourraient être supprimées l'essentiel des heures dite de « première chaire », les heures de « laboratoire » en langues, histoire géographie et sciences, de plus les maxima de services pourraient être accrus si l'enseignement se fait devant des « groupes », et non plus des « classes », à effectif réduit (ce qui pour des demi-groupes relève de la tautologie). De plus, la polyvalence – engagée par la création de « mentions complémentaires » au Capes – pourrait être plus largement imposée, et la rémunération de diverses charges comme celle de professeur principal jusqu'aux contraintes géographiques imposées par l'administration aux personnels, serait remise en question.

Mais alors que ce projet ne revient ni plus ni moins qu'à accroître la charge de travail des enseignants, à diminuer directement ou indirectement leur rémunération, le secrétaire général du SNES majoritaire dans le second degré a réagi auprès de l'Afp le 6 octobre en ces termes :

« Ce n'est pas une mauvaise chose d'ouvrir une discussion sur le temps de travail des enseignants, mais pas pour les faire travailler plus ou les payer moins s'ils refusent des heures supplémentaires »

« *Pas une mauvaise chose* » de discuter avec le gouvernement qui détruit morceau par morceau l'enseignement public... c'est un expert qui parle. D'où vient en effet ce projet de décret ? L'AFP informe :

« Ce projet fait suite aux consultations qui ont été menées avec les organisations syndicales à la suite de la publication de l'audit de modernisation sur les décharges (en avril dernier, ndlr)", a expliqué à l'AFP le ministère. »

Et pour la suite ? La même dépêche du 6 octobre l'apprend :

« Le ministère de l'Education nationale va entamer "dans les jours qui viennent" des concertations avec les syndicats enseignants afin de préparer un projet de décret modifiant les décharges de service des enseignants, a-t-on appris vendredi auprès du ministère de l'Education. "Une concertation sera lancée dans les jours prochains sur un projet de décret concernant les décharges de service des enseignants. " »

C'est à cette offre de concertation que répond positivement Bernard Boisseau pour la direction du SNES. Qu'il enrobe cette acceptation d'une mise en garde somme toute rituelle « pas pour les faire travailler plus ou les payer moins s'ils refusent des heures supplémentaires » est une couverture d'ailleurs passablement élimée. Après les suppressions de postes record que contient le budget, Boisseau imagine-t-il une seule seconde que le gouvernement va proposer aux enseignants une diminution de leur charge de travail qui n'a déjà cessé de s'accroître ces dernières années ? Seul un imbécile fini pourrait le penser, et on ne peut faire cette injure-là à la direction du SNES-FSU.

Mais les dirigeants du SNES ne sont pas les seuls à se « concerter » intensément avec l'équipe de Gilles de Robien. Prenons ceux de Force Ouvrière, par exemple, qui se prononcent – rendons leur cette justice – pour le maintien intégral du décret de 1950. Il suffit de consulter leurs communiqués pour apprendre que les dirigeants SNLC-FO furent reçus au ministère les 11, 18 et 20 septembre. Quelle assiduité remarquable !

Les enseignants furent pour ainsi dire aux premières loges du mouvement de la jeunesse pour l'abrogation du C.P.E. Il leur faut constater en cette rentrée, pour pouvoir s'y opposer, que, au contraire des leçons de la défaite infligée au gouvernement sur la question du C.P.E., les dirigeants syndicaux de l'enseignement public, à commencer par ceux du SNES-FSU, veulent accompagner dans la « concertation » ce coup violent que le gouvernement prépare, pour les mois qui viennent, contre le statut des enseignants, afin d'ouvrir une brèche importante dans le mur protecteur des décrets de mai 1950.

S'opposer à ce que ce coup soit porté, en défense des statuts, c'est dans l'immédiat agir contre toute participation des directions syndicales à la concertation que propose le ministère. L'aggravation de la charge de travail n'est pas négociable.

L'offensive générale contre le statut est déjà engagée

Cette attaque directe contre les décrets de 1950 n'est pas dans le fond de l'affaire une surprise. Tous les corps de l'enseignement public sont soumis en effet, en particulier depuis 2003, à une offensive généralisée pour détruire leurs protections statutaires. C'est bien évidemment le cas des personnels ouvriers, « décentralisés » depuis la loi de 2003, ce qui, dans la pratique, signifiera leur extinction comme corps de fonctionnaire d'Etat et la privatisation de leurs missions, comme cela a de facto déjà commencé – et comment pourrait-il en être autrement, malgré leur refus majoritaire d'opter pour le statut de la fonction publique territoriale ?

Mais que signifie, s'agissant de la contre-réforme des ZEP, le recrutement de « super-professeurs » nantis d'importantes décharges horaires et chargés d'encadrer leurs collègues – et accessoirement de servir de moyens supplémentaires, sinon l'introduction d'une hiérarchie intermédiaire ?

Il n'en va pas autrement de la mise en place des « conseils pédagogiques » prévus par la loi d'orientation. A cet égard, on peut reprendre les termes de la position unanime des sections syndicales d'un lycée de Clermont-Ferrand :

« La méthode insidieuse par laquelle ces conseils sont institués, méthode soft qui veut laisser accroire que ces conseils ne vont rien changer, ne doit pas nous égarer ni nous tromper sur la gravité de ce qui se joue:

- Il s'agit bien de l'instauration d'une nouvelle hiérarchie -calquée sur le modèle des super-profs qui ont fait leurs preuves en Grande Bretagne, aux Etats-Unis et en Allemagne- qui donne -et c'est nouveau- autorité pédagogique au chef d'établissement par l'intermédiaire des membres de ce conseil. En clair, des enseignants, désignés par le chef d'établissement, seront chargés d'imposer à leurs collègues les décisions du conseil présidé par le même chef d'établissement. On mesure tout l'intérêt d'une telle structure à la lumière du poids de l'avis du chef d'établissement dans le cadre d'un avancement au mérite, On mesure également combien l'instauration de cette nouvelle hiérarchie vise à briser toute unité du corps enseignant dans les établissements et à faire sauter ce point nodal de résistance si préjudiciable à l'application des décisions ministérielles et par conséquent si redouté des chefs d'établissements, lesquels ont au contraire tout intérêt à cette "caporalisation" des enseignants.

- Il s'agit bien d'une menace contre la liberté pédagogique en ce que le Conseil Pédagogique est chargé d'établir le volet pédagogique du projet d'établissement et, à terme -sinon pourquoi l'installer ? - de le faire appliquer dans les faits, En clair il donne au projet d'établissement -voté par le conseil d'administration- force de loi impérative, on est loin du volontariat jusqu'ici admis... On perçoit aussitôt que cette mesure donne en droit et en fait un rôle pédagogique au conseil d'administration et soumet les enseignants aux desiderata de ses membres majoritairement non enseignants (élus locaux, parents...) en matière de pédagogie et de programmes.

- Il s'agit bien en effet d'un cheval de Troie contre le caractère national des programmes et des horaires d'enseignement, et sa véritable fonction doit être comprise comme un maillon essentiel de la mise en oeuvre de l'autonomie des établissements; autonomie dont le sens s'éclaire au regard des restrictions budgétaires et de la concurrence entre établissements si visiblement dans l'air du temps.

Ces enjeux, à notre avis redoutables, sont la raison pour laquelle les proviseurs ont été conviés à installer les Conseils Pédagogiques "sans avoir l'air d'y toucher". Lorsqu'ils auront été installés, ils pourront porter tous leurs fruits et réaliser leur fonction : mise au pas pédagogique, adaptation avec -cerise sur le gâteau- caution pédagogique, des programmes et horaires, en toute "autonomie ", aux conditions budgétaires et aux volontés singulières du chef d'établissement et des membres du conseil d'administration.

L'urgent est d'empêcher ce tour de passe-passe et l'installation subreptice de ces conseils qui ne répondent en rien à la revendication légitime des enseignants de disposer de temps de concertation et de réflexion pédagogiques, mais dont le caractère pernicieux est évident dès qu'on se demande à quoi ils vont pouvoir servir, La méthode par laquelle les chefs d'Etablissements les mettent en place montre le caractère inopérant d'une résistance individuelle, établissement par établissement.

Ce que nous attendons de nos Syndicats Nationaux et de nos Fédérations et leur demandons instamment au regard des enjeux de l'instauration des Conseils Pédagogiques n'est pas qu'ils invitent les enseignants à une résistance émiettée, établissement par établissement, qui n'empêchera rien mais qu'ils exigent le retrait de la circulaire qui institue un Conseil Pédagogique dans chaque établissement de second degré, et qu'ils donnent nationalement, et dans la plus grande unité, le mot d'ordre de boycott des conseils pédagogiques, seules conditions pour que ces conseils ne soient effectivement pas mis en place. »

Dès le niveau des concours de recrutement, la polyvalence s'instaure avec la mise en place d'une « mention complémentaire » faisant croire que somme toute on pourrait enseigner une matière en cas de besoin en dilettante éclairé.
Le décret Robien contraignant les enseignants à remplacer leurs collègues au pied levé se met lui en place, même si ce n'est pas sans résistance de la part des enseignants. L'arrivée de ces professeurs, d'emblée bivalents, lui donnera toujours plus de force.

Dans le premier degré, le protocole sur la direction d'école s'applique, entraînant le recrutement de dizaines de milliers de nouveaux emplois précaires dans les écoles

primaires, pour « assister » les directeurs. Derrière quoi se profile, là encore dans la « concertation », une tentative de recréer un corps spécifique de maîtres-directeurs

Enfin, la loi sur de destruction de la recherche publique commencer à entrer en application. Les pôles d'excellence (PRES), l'agence d'évaluation (AERES), qui sont les instruments d'un bouleversement total de la Recherche Publique et du statut des chercheurs, se mettent en place dès cette rentrée.

Ils augurent de la « contre-réforme » de l'université en gestation dans le « débat national » lancé par le gouvernement pour reprendre la main , à la Sorbonne, au lendemain de sa défaite sur le CPE – opération qui n'a fonctionné que pour l'unique raison de l'acceptation de son cadre par les directions syndicales enseignantes et étudiantes.
C'est à cet automne que la commission du « débat » doit rendre ses conclusions, mais dès lors que son objectif était de rapprocher l'université des entreprises, on peut les deviner à l'avance.

Avec la casse du statut, l'autre face de la politique du gouvernement : l'autonomie des établissements, dont la casse de la carte scolaire est un levier

Bien entendu, en soi, toute dégradation du statut des personnels est bonne à prendre pour la bourgeoisie, non seulement en ce qu'elle permet de réaliser progressivement d'importantes diminutions du coût de l'enseignement public, mais encore en ce qu'elle porte des coups à une corporation qui a joué, nous avons eu l'occasion de le rappeler dans notre bulletin, un rôle essentiel de résistance à tous les gouvernements successifs de la V° République.
Mais pour faire baisser substantiellement la valeur de la force de travail, soumettre étroitement l'enseignement public aux desiderata du patronat, détruire le statut, accroître la précarité des personnels, est une condition nécessaire mais non suffisante. Il faut parallèlement aller vers l'autonomie totale des établissements en matière de gestion des personnels comme de programmes.

La loi d'orientation qui se met en place dispose une série d'instrument pour aller dans ce sens. Les conseils pédagogiques, comme l'explicite la prise de position citée plus haut, mais aussi le « socle commun » en lui-même, qui est le socle minimal d'un enseignement conçu à plusieurs vitesses, selon le quartier où l'on vit, et le nombre de « projets personnels de réussite éducative » de l'établissement. A ce sujet, on ne peut passer sous silence la position de la direction du SNU-IPP sur cette question « La lutte contre l'échec scolaire ne peut pas se limiter à la seule mise en place des PPRE » écrit-elle en cette rentrée. C'est les approuver.

Tous les dispositifs « individualisés » comme les nouvelles instances créées tendent, dans la logique de la Lolf, à aller vers une contractualisation des moyens en fonction d'objectifs « pédagogiques » adaptés. De ce point de vue, la création dans le processus de casse des Zep de collèges « ambition réussite » pouvant déroger progressivement à à peu près toute règle existante est l'avant-garde de ce processus d'éclatement de tout cadre national un peu sérieux.

A la lumière de ce mouvement, on mesure l'iniquité de la proposition de déroger à la carte scolaire, sinon – mais la nuance est mince – de la passer par pertes et profits.
Il n'est pas question en réalité pour le gouvernement – prenant appui sur le consumérisme scolaire qu'engendre le capitalisme contemporain – que de mettre ainsi les établissements en concurrence totale les uns avec les autres. La carte scolaire n'est pas tant un instrument de « mixité sociale » qu'un instrument de régulation de l'enseignement public. S'en débarrasser, c'est faire basculer l'enseignement dans la loi de la jungle.

Ce n'est donc nullement un hasard si, au moment même où s'engageaient les « concertations » de rigueur sur la question de la carte scolaire, Robien, s'et livré à une bruyante apologie de l'enseignement privé comme « *composante du service public d'éducation* », « *complémentaire* » du public. C'est son modèle – car, si la carte scolaire disparaît, alors les « meilleurs établissements » seront tout simplement ceux qui auront le moyen de sélectionner leurs élèves, leur public, ou, disons-le simplement, leurs « clients ».
De plus, cette visite signifiait un soutien l'enseignement privé, notamment contre les maires qui refusent avec raison d'appliquer les nouvelles dispositions législatives les obligeant à financer l'inscription des enfants de leur commune dans les établissements privés existant alentour.

Au sujet de la carte scolaire, il faut donc constater que, de manière extrêmement rapide, toutes les directions fédérales de l'enseignement (FO incluse) se sont ruées au ministère les 19 et 20 septembre, alors que le gouvernement n'avait pas caché son objectif : « assouplir » la carte scolaire.

Une autre remarque s'impose : si la concertation avec les directions syndicales lui est indispensable, c'est le PS qui a ouvert en grand cette porte au gouvernement, et tout particulièrement Marie-Ségolène Royal, en prenant position « dans l'idéal » pour sa suppression, et dans l'immédiat, pour son assouplissement. De la même manière, Strauss-Kahn, depuis les Etats-Unis (!), s'est fait l'apôtre en matière universitaire de la concurrence entre les établissements, et ce à l'avant-veille de la remise du rapport Hetzel de la commission du « grand débat ». Surtout quand il s'agit d'enseignement, les positions des principaux prétendants socialistes à l'investiture présidentielles sont autant de feux verts pour le gouvernement et l'UMP.

Pour que la résistance des personnels puisse déboucher, une exigence : rupture de la concertation entre les directions syndicales et le gouvernement UMP, le combat dans l'unité des organisations contre celui-ci.

Il est un fait indéniable qu'est venu attester l'engagement des enseignants durant l'été aux côtés de leurs élèves menacés d'expulsion, et ceci bien que les organisations syndicales aient choisi dans l'affaire de s'abriter derrière les minces paravents des associations « spécialisées » dans la défense des immigrés. Ce fait, c'est la résistance, pour le moment sourde et contenue, qu'opposent les enseignants, les personnels, à la mise en place des éléments de destruction de l'enseignement public et de leur statut.

Ainsi sur la question des remplacements, *Le Figaro* faisait part cet été de sa déception. L'édition du 21 juillet titrant sur « l'échec de la réforme » (ce qui est faux) maugréait en citant un rapport interne d'inspecteurs de l'éducation nationale:

«le remplacement des enseignants absents pour une courte durée dans les collèges ou les lycées connaît de sévères ratés (...)Non seulement, expliquent-ils, «un certain nombre d'établissements n'ont pas de protocole» (document destiné à établir l'organisation des remplacements), mais certains de ceux qui en ont un «n'ont en définitive ni recensé les absences ni a fortiori procédé à leur remplacement ce qui laisse un peu perplexe ». (...)

À l'instar de plusieurs syndicats, beaucoup d'enseignants étaient opposés à la mesure. Du coup, ceux qui se portent volontaires dénoncent parfois «l'isolement» et «le harcèlement» dont ils ont fait l'objet. «Plusieurs chefs d'établissement évoquent la rétractation d'enseignants volontaires à la suite de sarcasmes subis en salle des professeurs», et certains enseignants se disent prêts à assurer un remplacement «à condition qu'il n'en soit pas fait état». (...) »

La question des remplacements n'est pas isolée. Sur la question des conseils pédagogiques, si le Conseil National du SNES de juin dernier a dû prendre une position relativement inhabituelle pour cette direction syndicale, à savoir l'affirmation (sur le mode couteau sans lame) de l'opposition à la mise en place des conseils pédagogiques, c'est suite à un rejet massif des syndiqués, et au-delà, de cette nouvelle instance.

Il n'en va pas autrement dans les ZEP classées « ambition réussite », où les super-professeurs au statut dérogatoire se bousculaient tellement peu au portillon qu'il a fallu au ministère et aux rectorats recourir au « volontaires d'office » qui ne pouvaient pas refuser.

Rappelons enfin que, malgré une campagne à peine voilée en soutien à ce protocole, les instituteurs et professeurs des écoles ont rejeté le protocole soumis par le gouvernement sur la question des directeurs.

Mais pour que cette résistance passive puisse s'exprimer et devenir une force tournée contre la politique du gouvernement, contre le gouvernement, la responsabilité des directions syndicales de l'enseignement est totale.

On l'a vu amplement : sur toute la ligne, ces dernières accompagnent, par la concertation permanente sur les pires attaques, la mise en œuvre de la politique du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy. Après la défaite que le gouvernement a subi sur le CPE, la direction de la FSU en particulier lui a été d'un grand secours, en acceptant avec celle de l'Unef d'aller inaugurer le débat université-emploi, à la Sorbonne, l'un des symboles du mouvement des étudiants – tandis que nombre de ces derniers étaient frappés par des condamnations arbitraires et lourdes.

Il s'agit donc pour les enseignants de se regrouper sur des initiatives indiquant la voie du combat contre le gouvernement.

Les initiatives militantes dont rend compte ce numéro de *CPS* en sont des illustrations, et tout particulièrement celles en faveur du rassemblement au grand jour des travailleurs de l'enseignement public contre le gouvernement, par une manifestation centrale à l'Assemblée nationale contre le vote de ce projet de budget qui, en supprimant un nombre de postes sans précédents (que la logique de la « Lolf » pourrait d'ailleurs encore amplifier en cours de route).

Mais s'annoncent également cette année deux congrès syndicaux d'importance, celui de la FSU en janvier à Marseille, suivi de celui du SNES-FSU en mars à Clermont-Ferrand. L'enjeu de ces congrès est clair : y intervenir dans toutes les dimensions possibles sur l'orientation de la rupture avec le gouvernement, l'axe de la rupture de la concertation sur la destruction du statut de enseignants du second degré, celle de la carte scolaire ; l'axe du combat dans le front unique des organisations syndicales contre l'impérialisme français et son gouvernement, pour lui « *infliger une défaite décisive avant les présidentielles* » comme le titre l'appel à voter pour la tendance Front Unique dans la FSU.

Bien qu'il sera aussi de la responsabilité de ces congrès syndicaux de ne pas rester neutre face aux échéances électorales, car l'intérêt des enseignants et des personnels y sera engagé, c'est, au moment présent,sur cette orientation que, dans l'enseignement comme ailleurs, les militants révolutionnaires ont à combattre, intervenir.

Le 6 octobre 2006

Après l'Afghanistan et l'Irak, l'impérialisme ouvre au Liban le « *troisième front de la guerre mondiale contre le terrorisme* » (Bush)

1ère partie : après avoir été écrasé sous les bombes, le Liban occupé

« *Troisième front de la guerre mondiale contre le terrorisme* » : c'est en ces termes que Georges W. Bush a caractérisé la situation ouverte au Liban par l'offensive meurtrière de l'armée israélienne, le 14 août dernier. Ce jour était celui de la proclamation d'un « *arrêt des hostilités* » au Liban. Ce qui indiquait que, pour Washington, un mois d'offensive israélienne contre le Liban ne constituait que la première étape d'un plan de plus vaste envergure, « *mondiale* ».

C'est bien un nouveau chapitre de l'offensive impérialiste contre tout le Moyen-Orient qui s'est ouvert au Liban sous les coups de l'armée israélienne. Actuellement, une impressionnante force militaire mandatée par l'ONU - la FINUL « renforcée » - se déploie au sud du pays, comme au long de ses côtes.
L'impérialisme français, qui a été le premier sollicité et assure actuellement le commandement de cette force, a d'ores et déjà envoyé d'importants renforts lourdement armés. Les autres principaux contributeurs sont, pour l'essentiel, des opposants repentis à la guerre de 2003 contre l'Irak ou des pays qui, après avoir rappelé leurs troupes d'Irak, les renvoient aujourd'hui au Liban : l'Italie, l'Espagne, la Pologne, la Turquie, la Chine et, last but not least, l'Allemagne, dont la participation a été qualifiée d' « *historique* » par la presse.

En parallèle, Washington a annoncé, le 29 septembre dernier, l'incorporation des 12 000 soldats américains en Afghanistan à la force locale de l'OTAN : l'ISAF. Cette armée, désormais forte de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, voit de facto son mandat étendu à toutes les provinces, tandis qu'est évoquée l'idée de nouveaux renforts.

Les renforcements conjoints de la FINUL et de l'ISAF ne constituent pas un hasard : l'une et l'autre force constituent aujourd'hui les deux flancs d'une seule et même coalition, dont l'Irak est le centre. Ils témoignent du fait que, désormais, trois ans après l'invasion de l'Irak et les dissensions inter-impérialistes que cette guerre avait provoquée, l'ensemble des grandes puissances capitalistes fait cause commune dans la région.
Et c'est d'ailleurs dans l'objectif d'accélérer ce processus qu'Israël a agressé le Liban.

Une guerre délibérée contre le Liban et ses habitants

Le déploiement de la « FINUL renforcée » constitue, non le résultat inattendu, mais bien la conséquence prévisible - prévue, souhaitée par Bush et Olmert - de l'offensive lancée par Tsahal contre le Liban.

Pendant tout l'été, Israël a eu toute latitude pour mettre le Proche-Orient à feu et à sang : le 25 juin, sous prétexte de répliquer à l'enlèvement d'un caporal israélien, le gouvernement Olmert-Peretz lance la meute de ses chiens de guerre contre la Bande de Gaza - déjà régulièrement bouclée et pilonnée depuis des mois - frappant en premier chef les infrastructures civiles (ponts, centrale électrique, station d'épuration des eaux) ; le 12 juillet, c'est officiellement pour répondre au kidnapping de deux soldats qu'Israël organise le blocus maritime du Liban et lance son aviation contre ce pays. Cyniquement, Dan Haloutz, chef d'Etat-major de Tsahal, commente : « *Le Liban paie un prix très fort à cause du Hezbollah : destruction de ponts, de routes, d'aéroport, et il pourrait encore être privé d'autre infrastructures (...) Rien n'est à l'abri au Liban, c'est aussi simple que ça* ».

Comme il l'a fait lors de l'offensive contre les palestiniens, Bush salue l'opération comme un acte d' « autodéfense ». Il désigne également un « agresseur » : « *La Syrie devra rendre des comptes.* ». Olmert, le premier ministre israélien, réclame de son côté, non la simple libération de ses deux soldats, mais aussi l' « *arrêt des tirs de roquettes et l'application de la résolution 1559 de l'ONU* », c'est-à-dire le désarmement pur et simple du Hezbollah – ou pour tout dire son suicide. On comprend bien que l'affaire des otages n'était qu'un prétexte.

Dès le 13 juillet, au lendemain des premiers bombardements, la porte-parole du gouvernement israélien, Miri Eisin, s'adresse à Chirac : « *Nous demandons à la France d'user de ses liens historiques et privilégiés avec le Liban pour qu'il démantèle le Hezbollah* ». Ce dernier réagit avec embarras, lors de son allocution du 14 : « *On peut se demander s'il n'y a pas aujourd'hui une certaine volonté de détruire le Liban* »...
Il n'en accrédite pas moins l'idée qu'Israël ne ferait là que répliquer à ses adversaires et met aussi en cause la Syrie et l'Iran : « *Il y a une espèce de processus qui est porté par le Hamas et le Hezbollah et qui est dans le système provocation/répression. Ce sont des gens absolument irresponsables (...) Le Hamas, le Hezbollah ne peuvent pas avoir pris ces initiatives tout à fait seuls. Il y a quelque part un soutien de telle ou telle nation* ».

« *Détruire le Liban* » ? C'est effectivement ce qu'Israël va faire, méthodiquement, jour après jour, pendant un mois – provoquant l'exode d'un million de libanais (un quart de la population !), des morts par centaines, des milliers de blessés, réduisant en miettes des infrastructures essentielles, des services sanitaires et sociaux, des villages et des villes entières. Les objectifs – et donc l'appréciation du bilan – de l'offensive israélienne sont clairement dès le

début de mettre le Liban à genoux. Cela lui sera d'autant plus facile qu'à l'instar de Chirac, le G8, l'Union Européenne, l'ONU, et avec eux toutes les grandes puissances, vont tour à tour cautionner l'offensive israélienne - en l'appelant, il est vrai, à « *la plus grande retenue* » dans le saccage du pays - un doigt accusateur pointé vers le Hezbollah.

Il ne fait, certes, pas de doute, vu leurs intérêts économiques sur place, que les gouvernements d'Europe, et le français plus que tout autre, éprouvent de vraies réserves face aux ravages de l'agression israélienne. Demandent-ils dans ce sens un cessez-le-feu rapide? C'est un souhait que Washington et Tel Aviv sont prêts à exaucer... une fois qu'ils auront imposé leurs conditions. Dans un premier temps, ils s'opposent à toutes les initiatives dans ce sens, Condoleeza Rice déclarant qu'il est « *impossible de s'en tenir au statu quo* ».

L'objectif de Bush et Olmert : imposer une force d'occupation

Bush, Olmert, Peretz, savent en effet que, des ravages infligés au Liban, dépendra la réussite pleine et entière de leur plan. A la proposition d'un renforcement de la FINUL, lancée dès le 16 juillet par le G8, puis par Kofi Annan, Miri Eisin répond ainsi qu'« *Israël ne pense pas que l'on soit déjà* (nous soulignons, ndlr) *au stade de la force internationale. Nous sommes au stade où nous voulons nous assurer que le Hezbollah n'est pas déployé à notre frontière nord.* »

Idée que Washington reprend à son compte par la voix de John Bolton, ambassadeur à l'ONU, qui met en cause le bilan de la FINUL, force d' « observation » au Liban. Si force il doit y avoir – et les propos d'Eisin montrent que tel est le souhait d'Israël – il ne peut que d'une force d'occupation : c'est pourquoi Tsahal poursuivra tranquillement ses tueries jusqu'à la mi-août, pour être en mesure de faire monter les enchères jusqu'à satisfaction.

Dès le 18 juillet, Chirac avance d'un pas dans ce sens : « *Il faut* », déclare-t-il, « *avoir un moyen de répression le cas échéant, et dans tous les cas, de surveillance* » à l'encontre du Hezbollah. Il précise encore que la « *coercition* » est indispensable pour faire appliquer la 1559... Mais n'ayant cure des « belles » paroles, Israël lance le 22 ses premières incursions terrestres en vue d'instaurer « *une zone de sécurité jusqu'à l'arrivée d'une force internationale* » (A. Peretz, ministre israélien « travailliste » de la Défense) : Alliot-Marie annonce alors que la France est prête à participer à l'envoi d'une telle force, voire à en prendre le commandement, et fait savoir que 1700 militaires stationnant aux larges des côtes libanaises sous prétexte d'humanitaire resteront « *aussi longtemps que nécessaire* ».

Le 26 juillet doit être convoqué un sommet international à Rome, dont Douste-Blazy espère encore qu'il appellera à un « *cessez-le-feu immédiat* ». Mais à deux jours de cette échéance, Olmert déclare qu'il ne peut être question que d'une force dirigée par l'OTAN - non de l'ONU - qui « *devra obligatoirement comprendre le contrôle des points de passage entre la Syrie et le Liban, un déploiement au Sud et un soutien à l'armée libanaise* ». John Bolton (USA): « *Nous étudions la possibilité d'une force multinationale, peut-être autorisée par le Conseil de sécurité, mais pas une force de casques bleus* ». Un avant-poste de l'ONU est bombardé le lendemain par Tsahal – geste « *apparemment délibéré* » selon Kofi Annan... A la demande des Etats-Unis, la conférence de Rome écarte pourtant toute condamnation d'Israël et renvoie l'idée d'un cessez-le-feu à une date indéterminée. Commentaire d'Haïm Ramon, ministre israélien de la justice : « *Hier à Rome, nous avons en fait obtenu l'autorisation pour continuer nos opérations jusqu'à ce que le Hezbollah ne soit plus présent dans le sud du Liban et soit désarmé* ».

Le gouvernement Olmert-Peretz en profite pour monter d'un cran dans la barbarie. Annonces de plan dans Haaretz du 28/7/2006: « *Toute personne qui se trouve encore au Liban sud est liée au Hezbollah. Nous avons appelé tous ceux qui s'y trouvent à partir. Bint Jbeil n'est pas une localité civile. Il faut la traiter comme une zone militaire* » (Haïm Ramon, justice), « *Ceux qui sont restés dans leurs villages prennent délibérément le risque de mourir* » (Benyamin Ben Eliezer, infrastructures). La mise en oeuvre débute le 30 par le bombardement, à Cana, d'un bâtiment dans lequel s'étaient réfugiés des dizaines d'habitants... La tuerie prend alors des dimensions monstrueuses au Sud Liban, à tel point que l'organisation *Human Rights Watch* dénonce, dans un rapport du 7/8/2006, des frappes israéliennes délibérées sur des civils fuyant vers le nord et arborant le drapeau blanc. De même, Tsahal s'oppose systématiquement à l'envoi d'aide humanitaire vers le sud. Cet acharnement meurtrier s'avère payant.

Un plan d'occupation et de soumission du Liban

Début août, le gouvernement libanais, qui comprend des ministres du Hezbollah, propose officiellement de déployer l'armée libanaise au sud du pays. Il faut en mesurer la portée.

Depuis 1969, et les accord du Caire, jamais le gouvernement libanais n'a eu la moindre autorité au Liban-sud. D'abord base arrière des fedayins de l'OLP, puis base principale après les massacres de « septembre noir » commis par la monarchie jordanienne, envahi pour cette raison par Israël et occupée par ses supplétifs, le Liban-sud est tombé sous le contrôle du Hezbollah quand Israël, dans le cadre de la politique développée par l'impérialisme US avant septembre 2001, s'en est retiré.

De plus, le déploiement de l'armée libanaise ne fait que réitérer une exigence antérieure des impérialismes français et américain, exprimée via les résolutions 1614 et 1680 de l'ONU – résolutions devant lesquelles le Hezbollah accepte donc de s'incliner. Cet acte de soumission du mouvement chiite ouvre la voie à la conclusion, le 12 août,

d'un accord franco-américain au conseil de sécurité : la résolution 1701.
Cette résolution a pour premier principe d'imposer un « arrêt des hostilités » aux deux parties... sauf une : Israël ! En effet, tandis que les miliciens du Hezbollah sont astreints à l'abandon pur et simple de toute opération militaire, c'est un très ambigu arrêt des « *offensives militaires* » qui est attendu de l'armée israélienne : or, cette dernière affirme, depuis le début de son offensive, n'avoir exercé que son « *droit de se défendre* », thèse grossière que le Conseil de Sécurité reprend à son compte... La possibilité pour Israël de jouer de cette ambiguïté lui reste offerte à tout instant.

15000 soldats libanais doivent être déployés au sud du pays, sous la tutelle d'une force de l'ONU équivalente en nombre – présence militaire massive pour une si petite région. La FINUL se voit autorisée à prendre « *toutes les mesures nécessaires* » en cas d'accrochage avec le Hezbollah. Israël n'est contraint de retirer ses troupes qu' « *en parallèle* » à ces déploiements et une « *zone d'exclusion* » est imposée au Hezbollah entre la « ligne bleue » et le fleuve Litani.

En troisième lieu, doit être conclu un accord politique incluant « *le respect de la ligne bleue* » (soit la cession à Israël des territoires annexés en 1967), le « *désarmement des groupes armés* » (la milice du Hezbollah en premier chef) et la communication par Israël de toutes les mines laissées par son armée dans le sud du pays. En effet, pour les mêmes raisons qui l'ont poussée aux destructions massives et aux tueries pendant un mois, l'armée israélienne s'est adonnée, dans les 72 heures précédant le vote de la résolution, au largage de bombes à fragmentation sur le Sud-Liban, répandant des centaines de milliers de mines sur cette région... et offrant un prétexte « humanitaire » au déploiement d'une force d'occupation.
L'adoption de cette résolution est ainsi commentée par Condoleeza Rice : « *Nul ne peut s'attendre à une fin immédiate des actes de violence. C'est un premier pas, mais un bon pas.* ». Chirac qui, dans son empressement à mettre fin au saccage méthodique de ses intérêts, s'est imprudemment fait le champion du combat pour une force internationale sous l'égide de l'ONU, va très vite prendre la mesure de ce que ces paroles signifient.

Tsahal aiguillonne Chirac et la FINUL

Le soir même du vote de la résolution, Hassan Nasrallah, dirigeant du Hezbollah, fait savoir qu'il est prêt à accepter l' « arrêt des hostilités », ou prétendu tel : en effet, en comparaison du feu roulant israélien sur tout le Liban, les tirs du Hezbollah s'apparentent à des piqûres de moustiques.
Deux jours plus tard, un accord est conclu dans ce sens entre Olmert et Fouad Siniora, premier ministre du Liban.
La question de la contribution française à la FINUL renforcée, ouvrant la voie à d'autres contributions, devient décisive.
Mais, Chirac, qui depuis des semaines joue les Matamore, déclare le 18 août, sous prétexte que les conditions ne sont pas assez claires ne plus vouloir expédier que 200 hommes supplémentaires... Mettant à profit son droit à l' « autodéfense », Israël lance dès le lendemain un raid contre le Hezbollah, puis propose à l'Italie de prendre la tête de la FINUL : le gouvernement Prodi, appâté, annonce une participation massive... ce qui conduit Chirac à revoir sa proposition, en catastrophe.
Dans les semaines qui suivent, les garanties offertes à Israël par la résolution 1701 sont systématiquement mises à profit par cet Etat pour imposer le déploiement de la FINUL renforcée à ses conditions – d'autant plus que ni cette dernière, ni l'armée libanaise ne disposent d'une couverture aérienne à même d'empêcher à Tsahal d'organiser ses raids sur le Liban.

Chirac et Siniora réclament-ils la levée de l'embargo maritime ? Celle-ci ne sera accordée qu'en échange du déploiement en Méditerranée, début septembre, de navires français et italiens, en attendant que l'Allemagne annonce l'envoi de 2400 marins au large des côtes libanaises - là encore en réponse à une demande israélienne - à charge pour cette flotte de faire « *appliquer l'embargo sur les armes destinées au Hezbollah au Liban* » (Olmert).
Les règles d'engagement de la FINUL renforcée semblent-elles trop ambiguës à l'Etat sioniste ? Il décide alors, fin septembre, de bloquer le retrait de ses troupes d'occupation... avant d'obtenir un premier élément de satisfaction de la part du siège de l'ONU, qui fait savoir le 4 octobre que la FINUL pourrait faire usage de ses armes « *au-delà de la légitime défense* (...) *dans la zone de déploiement de la FINUL* ». Le 4 octobre, une portion du territoire libanais aux confins du Golan, fortifiée par Tsahal, n'avait toujours pas été restituée au Liban...
Conformément au « droit international », Israël se réserve le droit de frapper à nouveau le Liban, chaque fois que les services fournis par l'ONU ne seront pas à la hauteur de ses exigences : « *Nous avons fait savoir que nous ferions usage de notre droit à l'autodéfense face à toute activité terroriste* » (Dan Haloutz, le 27/9/2006). C'est assez pour en conclure que, loin d'être une « force d'interposition », la FINUL renforcée est une force d'occupation du Liban, exclusivement tournée contre le Liban et la Syrie.

Un succès pour Israël et la coalition impérialiste

A la date où cet article est écrit, l'armée libanaise a achevé son déploiement au sud du pays et les troupes de la FINUL renforcée sur le terrain ont d'ores et déjà passé le seuil des 5000 hommes. Pour Bush et Olmert, c'est une incontestable réussite. Si le Hezbollah - quand il ne se targue pas de respecter à la lettre l' « arrêt des hostilités » - ne cesse de scander, contre toute évidence, de grotesques cris de « *victoire divine* » (les voies du seigneur sont décidément impénétrables), s'il multiplie les « mises en garde » à l'adresse de la FINUL renforcée, c'est qu'il s'agit pour lui de camoufler sa soumission aux exigences de l'ONU - à commencer par le déploiement de ladite

force. Un simulacre tourné en dérision par Bush le 14 août: « *Comment pouvez-vous clamer victoire alors que vous étiez un Etat dans l'Etat, en sécurité au Liban sud, et que vous allez être supplanté par une armée libanaise appuyée par une force internationale ?* »

Depuis la « *fin* (officielle, ndlr) *des hostilités* », quelques remous traversent, il est vrai, la vie politique d'Israël : outre qu'ils n'entravent en définitive nullement l'action du gouvernement Olmert-Peretz (la manifestation la plus massive n'a pas excédé 20000 personnes), ils ne font qu'exprimer la nature fondamentalement raciste, coloniale et sanguinaire de cet Etat. N'est-il pas reproché avant tout au gouvernement Olmert-Peretz d'avoir « *manqué d'efficacité* » dans sa guerre contre le Liban – c'est-à-dire d'avoir concédé quelques pertes lors des accrochages avec le Hezbollah, et de n'avoir pas somme toute tué assez d'Arabes ?

L'arrivée de la « FINUL renforcée » est un renfort précieux pour Bush et Olmert, et elle vient se déployer, nous y reviendrons, à un jet de pierre de la Syrie, laquelle se retrouve de plus en plus encerclée.
Mais il serait faux de considérer que les autres impérialismes n'interviendraient au Liban - contingents massifs et lourdes dépenses militaires à l'appui - qu'en qualité de supplétifs, contraints et forcés. C'est, bien au contraire, parce que les intérêts sont réels aux yeux des dirigeants de ces grandes puissances – et notamment à l'Elysée – que Washington et Tel Aviv ont choisi le Liban pour y mettre en œuvre leur plan.

En envoyant ses soldats armés jusqu'aux dents, l'impérialisme français défend ses intérêts spécifiques

En 2003, le déclenchement de la guerre contre l'Irak, à l'initiative de Bush, avait été à l'origine d'une crise dans les relations internationales à l'échelle mondiale, et notamment des rapports entre puissances impérialistes, qui s'était répercuté jusqu'en Europe : le trio constitué par Schröder, Chirac, et Poutine s'était alors, pour défendre ses intérêts menacés en Irak, opposé à Bush sur le terrain de l'ONU. Force est de constater que le déploiement de la FINUL renforcée témoigne d'une unité retrouvée des grandes puissances impérialistes dans la mise en place d'un projet de « Grand Moyen Orient » - projet dont le but essentiel est de rétablir leur domination directe, coloniale, sur toute la région.
Pour de multiples raisons (la volonté de conserver un semblant d'influence au Proche-Orient, une certaine détérioration des relations franco-allemandes… mais aussi l'assassinat de Rafic Hariri imputé au régime Syrien), Chirac s'était engagé, dès 2004, dans une stratégie de rapprochement avec Washington (v. *CPS* n°17 et 19).
Mais c'est la volonté de défendre vaille que vaille ses intérêts au Liban qui, en phase avec la stratégie américaine à l'encontre du régime syrien, l'avait conduit à engager un tournant diplomatique, d'abord en élaborant la résolution 1559 de l'ONU, conjointement avec les Etats-Unis, puis en constituant un front commun Bush-Chirac au printemps 2005, pour imposer le retrait des troupes syriennes installées depuis 1976 (v. *CPS* n°19). La politique de l'impérialisme français au Liban est en outre considérée par Chirac comme son domaine réservé.
C'est en pleine connaissance de cause qu'Israël s'est servi du Liban pour amener à la France à donner une suite militaire à son tournant diplomatique. Tzipi Livni, ministre israélienne des affaires étrangères, l'a expliqué sans vergogne au *Figaro* le 29 juillet : « *Ce n'est pas Israël qui a pris l'initiative de la 1559, c'est la France. La France, pays pour lequel Israël a de l'amitié et du respect, a déjà obtenu beaucoup du Liban. S'il y a aujourd'hui à Beyrouth un gouvernement démocratique libéré de la tutelle syrienne, c'est en grande partie grâce au soutien français lors du « printemps de velours » libanais de l'an dernier. Que la France finisse son magnifique travail au Liban en appliquant sur le terrain la résolution dont elle a eu l'initiative !* ».

Ce n'est pas sans réticences que l'impérialisme français a décidé que le meilleur cap à tenir était de s'impliquer plus avant au Moyen-Orient. Le rapprochement avec l'impérialisme US peut être lourd de conséquences, y compris en termes d'attentats. En un sens, pour l'impérialisme français, et Chirac en particulier, la résolution 1701 a des airs de piège.

Mais c'est pour la défense de ses intérêts rapaces que Paris accepte aujourd'hui de renforcer sa présence militaire au Liban : ses liens privilégiés avec feu Rafic Hariri lui ayant notamment permis de devenir le premier partenaire économique du pays, se taillant la part du lion dans le marché de la reconstruction du Liban aux lendemains de la guerre civile, au prix d'une dette publique gigantesque pour l'Etat libanais… avant d'exploiter cette dette pour devenir en 2002 le premier bailleur de fonds du Liban, restituant au pays une fraction infime de ce qu'il lui a extorqué, en contrepartie de projets de « réformes structurelles » et d'une servilité encore accrue des politiciens locaux !

Force incontournable au Liban, le Hezbollah constitue, notamment depuis les dernières élections, un obstacle aux intérêts de l'impérialisme français. Au compte de ces intérêts, Chirac a finalement décidé pour maintenir le Liban sous influence française d'y déployer chars, soldats et missiles tandis que, hors Finul, la flotte française demeure, menaçante, au large des côtes du levant.

IIème partie : en difficulté en Irak et en Afghanistan, « *les Etats-Unis ont besoin de l'Europe, cette fois* » (Massimo d'Alema)

L'ensemble des impérialismes d'Europe – à l'exception de l'impérialisme anglais, dont l'implication en Irak et en Afghanistan est déjà conséquente – ont annoncé d'importantes participations à la constitution de la « Finul renforcée ». L'Italie et l'Allemagne se sont même offert le luxe de dépasser la France en termes d'effectifs.
Sans doute, les ravages commis par Tsahal – à dessein – contre l'essentiel des infrastructures libanaises, dans la mesure où ils contraignent le Liban à mendier sa reconstruction, contribuent-ils à exacerber la concurrence entre impérialismes, l'Italie notamment, déjà influente économiquement au Liban, caressant l'idée de souffler à l'impérialisme français son ancien protectorat.
La participation allemande à la FINUL constitue quant à elle, après l'envoi de troupes allemandes en ex-Yougoslavie et en Afghanistan, un nouveau pas important dans l'affirmation de la place prise par l'impérialisme allemand à l'échelle mondiale. Elle constitue également une expression - la plus significative à ce jour – d'un changement dans la politique extérieure de cette puissance qui, depuis l'éviction de Schröder par la CDU Angela Merkel, à la tête du pays, multiplie les signes d'ouverture à l'attention de Washington. C'est ainsi qu'après avoir accueilli Bush en Forêt Noire, l'Allemagne vient d'annoncer le maintien, pour une année supplémentaire, des troupes allemandes en Afghanistan. L'Allemagne a par ailleurs durci le ton à l'encontre des travaux d'enrichissement d'uranium par l'Iran – un pays qui entretient pourtant d'importantes relations économiques avec elle – tandis qu'elle annonçait, fin août, la vente à Israël de trois sous-marins… nucléaires !

Mais, le fond de la question est que l'impérialisme américain, engagé profondément en Irak et en Afghanistan, a besoin de ses alliés traditionnels. Tout en feignant de se distancier de l'impérialisme américain sur le plan des objectifs, Massimo D'Alema, ministre italien des affaires étrangères, a exprimé cette situation fin août lors d'un entretien au *Monde* :

> « *Les Américains ont* [tout comme Israël] *un grand intérêt au succès de la résolution* [1701, ndlr]. *A l'évidence, ils cherchent une sortie de crise. L'Irak est une tragédie, et les projets de « nouveau Moyen-Orient » un désastre. Les Etats-Unis ont besoin de l'Europe, cette fois. Il faut les aider et en profiter pour les aider à changer leur approche. C'est une occasion que l'Europe doit saisir en étant unie, alors que pour la guerre en Irak nous étions divisés.* »

De facto : si la « *sortie de crise* » ne saurait être autre chose, pour Washington comme pour ses partenaires, que la soumission totale de la région aux intérêts impérialistes, le fait est qu'il rencontre, en Irak et en Afghanistan, d'importantes difficultés qui lui imposent désormais de chercher l'appui des autres grandes puissances.

En Afghanistan : la coalition en difficulté

L'intervention militaire impérialiste, en 2001, contre l'Afghanistan, avait constitué l'ouverture du premier « front » de la prétendue « *guerre mondiale contre le terrorisme* » annoncée par Bush au lendemain des attentats du 11 septembre. Sous couvert de traquer Ben Laden et de renverser le régime taliban, il s'agissait pour lui d'installer un protectorat à sa botte, établir des bases militaires dans toute l'Asie centrale, conforter son influence dans toute la région et masser des troupes aux portes d'une autre cible stratégique : l'Iran.
Alternant tractations avec les seigneurs de guerre locaux et opérations militaires, les troupes de la coalition ont imposé au pays la façade d'une « démocratisation ». Un gouvernement fantoche appuyé sur les factions tribales - notamment les anciens moudjahidins de l'Alliance du Nord - a été mis en place, chapeauté par un collaborateur de longue date de la CIA : Hamid Karzaï. Puis, en décembre 2005, a été inauguré le « Parlement » afghan – en fait un lieu de tractations entre chefs de guerre.
En février 2006 encore, *Le Monde* accordait son satisfecit à cette entreprise de colonisation : « [L'accord de Bonn], *en décembre 2001, avait lancé le processus de reconstruction politique du pays après la chute du régime taliban. Quatre ans plus tard, ce premier accord parrainé par l'ONU a été largement respecté : l'Afghanistan dispose d'une Constitution, d'un président et d'un Parlement élus.* » Mais la réalité s'est chargée, depuis, de balayer cette propagande pour mieux faire ressortir le seul véritable tour de force accompli par la coalition : la régénération des talibans.

Ainsi, à la fin du printemps, ces derniers ont-ils été en mesure de lancer une véritable offensive au sud du pays et d'étendre leur contrôle sur de nouveaux territoires – réduisant Kandahar au rang de ville fantôme. Selon un article publié dans le *Monde diplomatique* de septembre 2006, les talibans seraient notamment parvenus à remobiliser des dizaines de milliers de combattants réfugiés depuis 2002 dans la province pakistanaise du Waziristan (région où la guérilla a conclu un armistice avec Musharraf), ainsi qu'à gagner d'anciens adversaires à leur cause : « *La première faction, Hezb-e-Islami, dirigée par M. Hekmatyar. La seconde, aux ordres de l'ultraorthodoxe mollah Mohammad Younès Khalid.* » Mais il existe d'autres alliés objectifs pour cette faction ultra-réactionnaire, meurtrière et communautaire : le désespoir des masses afghanes et leur haine parfaitement légitime des occupants.

Cinq ans après l'invasion impérialiste, les peuples d'Afghanistan, pays ravagé par des décennies de guerre permanente, connaissent aujourd'hui, dans leur grande majorité, des conditions d'existence toujours terribles. L' « *aide internationale* » a d'abord profité aux chefs de

guerre qui collaborent avec Karzaï : la misère et la barbarie sont par contre le lot quotidien du reste de la population. La production de pavot, principale ressource du pays, bat chaque année de nouveaux records, seulement concurrencés par ceux du taux de suicide, en particulier celui des femmes. Le recours aux attentats-suicides - un phénomène inexistant jusqu'alors en Afghanistan - constitue d'ailleurs l'un des aspects nouveaux de la lutte des talibans... Les écoles, les hôpitaux, les services publics sont inexistants. Quant à trouver un changement d'idéologie entre l'ex-régime taliban et les moudjahidins de retour au pouvoir, la réapparition d'un « ministère du vice et de la vertu » au gouvernement, fin septembre, qui s'assigne pour but de faire régner des règles similaires à celles en vigueur avant 2002, suffit à montrer que c'est une mission bien difficile.

Plus encore, la haine des occupants puise chaque jour à la source des opérations meurtrières de la coalition, tels que le bombardement du village d'Azizi, en mai dernier, où, sous prétexte de lutte contre les talibans, des civils ont été bombardés par dizaines. Evènements qui en disent long sur les pratiques de la coalition, que, tenant ses informations des états-majors, l'AFP occulte en coiffant chaque jour les victimes du nom de « talibans présumés » !
A Kaboul même, le 29 mai, une fusillade déclenchée par des militaires sur des civils a provoqué une véritable émeute populaire contre les occupants, signe d'importance.

C'est dans ce contexte qu'est organisée la fusion de toutes les troupes d'occupation au sein d'une force unique - l'ISAF - et l'extension des opérations de cette force à tout l'Afghanistan (le commandement passant toutefois, à partir de février 2007 et pour un an, à un officier américain...). Les troupes françaises, qui sont plusieurs centaines en Afghanistan, prennent leur part des massacres et des affrontements, notamment dans l'aviation et, depuis cet été, à travers le commandement de l'OTAN à Kaboul.

En Irak : le « processus démocratique »...

Le « processus démocratique » irakien s'est achevé quant à lui depuis plusieurs mois... pour déboucher sur une situation d'impasse sanglante. Il faut dire que la destruction de l'Etat baathiste après 2003, puis le passage des cellules du Baath dans la clandestinité et la « résistance » avaient contraint l'impérialisme américain à tenter de reconstruire de toutes pièces un Etat subordonné à ses intérêts, ce qui était une tâche difficilement réalisable – *CPS* l'a souligné plusieurs fois. Pourtant, outre les factions kurdes (UPK et PDK qui collaborent avec Washington depuis 1991), il est parvenu, en 2005, à intégrer la majeure partie des factions chiites à l' « Assemblée constituante » convoquée par ses soins – les autres factions, en particulier l'Armée du Mahdi de Moqtada Al-Sadr, ayant abandonné la lutte armée à l'encontre des troupes d'occupation (v. *CPS* n°17).

Le « référendum constitutionnel » d'octobre 2005, puis les « élections législatives » du 15 décembre ont été marquées, à leur tour, par l'intégration au « processus » du mouvement d'Al-Sadr et de plusieurs coalitions électorales sunnites – en particulier le « Front Irakien de la Concorde Nationale » dont le cœur est le Parti Islamique, organisation dirigée par les Frères Musulmans – la plupart des factions qui composent ces dernières coalitions restant toutefois opposées à la prétendue « constitution irakienne ».

L'objectif de Washington, une fois ce processus achevé, n'était pas un mystère : « *Le gouvernement issu des urnes détiendra la légitimité nécessaire pour s'atteler à deux chantiers prioritaires : la promulgation d'une loi énergétique [permettant à ce gouvernement de négocier avec les trusts pétroliers et parapétroliers, ndlr] et la création d'une compagnie nationale des hydrocarbures partiellement autonome* » (*Le Monde* du 17/12/2005). La production du brut irakien ayant, en effet, chuté très en deçà de son niveau d'avant 2003, en raison notamment des sabotages, l'impérialisme américain espérait enfin voir les affaires reprendre.
Rendus publics le 20 janvier 2006, les résultats n'octroyaient opportunément que 128 sièges sur 275 à la coalition chiite – la contraignant, pour obtenir une majorité, à appeler à la formation d'un « *gouvernement d'union nationale* ».
Mais, à compter de cette date, les tractations entre factions communautaires ont pris un tour insoluble. C'est qu'une fois sorti de l'abstraction juridique, la prétendue « constitution irakienne » n'a rien réglé des problèmes fondamentaux qui divisent ces factions, à savoir : qui dirige le gouvernement, qui contrôle la police et l'armée, qui contrôle quels territoires et surtout qui, des « gouvernements régionaux » prévus par la constitution ou du « gouvernement national », s'arroge le droit de négocier les marchés pétroliers.

...débouche sur un chaos croissant

Le 22 février, dans une situation marquée par un mois de tractations stériles en vue de former le « gouvernement d'union nationale » et une tension croissante entre factions, éclate une bombe qui détruit complètement le dôme de Samarra – l'un des principaux lieux saints du chiisme. En réaction, des « escadrons de la mort » chiites déferlent alors sur les mosquées et les quartiers sunnites et procèdent à des exécutions sommaires massives. C'est le point de départ d'une vague d'affrontements terribles qui perdure encore actuellement : près de 7000 civils irakiens auraient officiellement péri du fait de ces massacres au cours des seuls mois de juillet et d'août 2005, soit plus de 100 victimes chaque jour.
Dans le prolongement, en mars, une crise éclate portant sur la nomination du 1er ministre irakien et du ministre de l'Intérieur – les candidats désignés par l'alliance chiite, Ibrahim Jaafari et Bayan Jabr Solagh, étant accusés par les autres factions de complicité avec les « escadrons de la

mort ». Jaafari est finalement remplacé fin avril, sous la pression directe de Bush, au profit de l'actuel titulaire Nouri Al-Maliki. Changement suivi d'une séries de plans de sécurité qui n'atténuent en rien, pour l'instant, les exécutions sommaires et les attentats par lesquels les factions sunnites et chiites communiquent entre elles et délimitent leurs territoires. « *Tant de gens sont enlevés, torturés et finalement tués (...) que beaucoup d'Irakiens estiment que la situation qu'ils vivent aujourd'hui est pire que sous le régime de Saddam Hussein* » (*Le Monde* du 22/9/2006).

Ces massacres, en eux-mêmes, ne sont d'ailleurs pas le plus préoccupant pour Washington. Martyrisée, la population sunnite - qui constituait le terreau privilégiée de la « résistance » - se trouve en effet réduite à considérer l'occupation américaine comme le moindre mal : « *Les chefs sunnites ont abandonné la revendication d'un retrait rapide des troupes américaines* » (*New York Times*, 17/7/2006). A tel point que la présence de soldats américains aux côtés des « policiers irakiens » est désormais exigée des milices locales – la frontière entre « policiers » et « escadrons de la mort » étant bien ténue. Le « président » irakien Talabani peut même affirmer, en appui à sa propre demande, que « *Dans quelques endroits, les sunnites veulent que les Américains restent. Ils pensent maintenant que le principal danger vient de l'Iran.* » (*Washington Post*, 25/9/2006). Jaafari – ancien « premier ministre » – déclare : « *J'insiste : nous voulons cette force multinationale en Irak. Son rôle premier, c'est d'améliorer la sécurité et, quand les forces irakiennes auront pris le relais, elle pourra partir* » (*Le Monde* du 27/9/2006).

Mais cette situation tendant vers la guerre civile présente un sérieux inconvénient pour l'impérialisme américain : les troupes d'occupation, seules, constituent la pierre angulaire de tout son dispositif de domination. L'Etat irakien, à commencer par son armée, ne fonctionne pas. Le plan de mise en coupe réglée de l'Irak patine. L'impérialisme n'arrive pas à instaurer un « nouvel ordre mondial », comme *CPS* n'avait cessé de l'annoncer (voir notamment notre texte *Actualité du combat pour le socialisme*).

Le problème du pétrole

Il est un problème particulièrement préoccupant pour l'impérialisme américain : trois ans après l'invasion de l'Irak, le pétrole ne coule toujours pas vraiment. En décembre 2005, *Le Monde* indiquait que la production était tombée à 1,6 million de barils, dont 1,2 millions exportés contre plus de 2 millions avant 2003. Là même où une certaine stabilité existe – dans la zone contrôlée par les milices kurdes - se pose un problème épineux : celui de l'attribution des marchés pétroliers.

La « constitution » irakienne, qui définit l'Irak comme un Etat fédéral et reconnaît le Kurdistan comme une de ses « régions », ne permet pas d'établir avec précision qui, du gouvernement « national » ou du gouvernement « régional », est à même de s'octroyer cette prérogative – en particulier concernant les nouveaux champs pétrolifères - ni les règles de répartition des profits. Lacunes que le « président » kurde d'Irak, Talabani (UPK), et son compère Barzani (PDK) se sont empressés d'exploiter en signant, dès novembre 2005, un contrat avec une firme norvégienne sans consulter le prétendu « gouvernement fédéral »... et s'attirant les foudres de ce dernier.

Cherchant à pousser l'avantage, ils se sont engagés à partir de janvier 2006 dans la marche à la constitution d'un « gouvernement régional » kurde unifiant les zones d'influence des deux factions : le but de cette manœuvre est, en particulier, de renforcer les prétentions de Talabani et Barzani sur la ville de Kirkouk, autrefois massivement « arabisée » par le régime baathiste et marquée, depuis 2003, par un afflux massif de population et de miliciens venus du Kurdistan. Ville dont le contrôle permettrait par ailleurs de faire main basse sur 15% du pétrole irakien... L'opération suscite une opposition farouche des factions arabes, en particulier chiites : « Des centaines de miliciens chiites se sont déployés au cours des dernières semaines dans cette cité – considérée comme étant le point de départ potentiel le plus probable pour une guerre civile irakienne (...) La constitution irakienne, adoptée lors d'un scrutin national en octobre [2005, ndlr] prévoit un référendum sur l'avenir de cette région fin 2007, mais bien des détails suscitent la polémique, notamment qui aura le droit de vote » (Washington Post, 26/4/2006).

Mais encore : suite à une polémique sur le drapeau irakien, au cours duquel UPK et PDK ont brièvement fait hisser le drapeau kurde dans leurs zones d'influence, la Turquie, dont la participation à la FINUL renforcée vient de revivifier les relations avec Washington, a fait savoir que « *la défense des intérêts de la minorité turcomane turcophone* [à Kirkouk, ndlr] *constituait une « ligne rouge » pour Ankara* ». Il ne s'agit là que d'un prétexte pour interdire à la « région kurde » d'Irak d'acquérir une indépendance qui aurait inévitablement des répercussions sur son propre sol, où les kurdes représentent près de 20% de la population. Un véritable casse-tête pour l'impérialisme américain...

Menaces sur la Syrie

Dans un Irak qui sombre dans le chaos sous une façade « démocratique », les troupes américaines continuent d'être la cible d'attentats réguliers qu'il ne faut pas noyer ni confondre avec les affrontements communautaires. Ces attentats sont en grande partie l'œuvre des anciennes fractions de l'appareil d'Etat liées au Baath, celle que les opérations de ratonnade sur une échelle et d'une violence inouïe – comme à Fallujah – tentent de détruire, notamment dans l'Ouest du pays, vers la frontière syrienne. Il est vraisemblable – pourquoi s'en priverait-il ? – que le régime syrien alimente et aide les différents groupes armés qui agissent en Irak. Pour l'impérialisme

US, mettre au pas la Syrie est d'autant plus une condition de la réussite, au moins pour un temps, de son opération en Irak.

Après l'offensive sur le Liban, la Syrie est aujourd'hui dans la ligne de mire immédiate de la coalition impérialiste : ce pays, on l'a vu, a fait, dès le lendemain des bombardements israéliens, l'objet des menaces explicites, conjointes, des présidents américain et français. La FINUL renforcée est, de fait, une arme pointée contre la Syrie tout autant voire plus que contre le Hezbollah.

Il existe, du point de vue de l'impérialisme, d'autres raisons profondes à cette hostilité : si le parti Baath de Syrie, vertébré par l'armée, s'est érigé, lors de son coup d'Etat en 1963, comme le dernier rempart face à la révolution prolétarienne qui sourdait depuis la fin des années 50, il n'en a pas moins été conduit, paradoxalement, à nationaliser l'essentiel de l'économie (à commencer par le pétrole et le gaz), prenant appui sur l'existence de l'URSS pour garantir son indépendance. La dislocation de l'URSS, le rétablissement du capitalisme en Russie, puis le déclenchement de la « guerre mondiale contre le terrorisme » au lendemain du 11 septembre, ont offert à Bush la possibilité d'une recolonisation de la Syrie comme de toute la région – opération désignée sous le nom de « *grand Moyen-Orient* »
L'impérialisme français, qui a rompu ses liens avec le régime syrien depuis le vote de la résolution 1559 (v CPS n°19), a de son côté tout intérêt à renforcer sa pression sur la Syrie, sinon à renverser Assad : outre que cela lui permettrait de briser au Liban toute opposition, Paris a également des vues sur la Syrie où la première banque privée est le fruit d'une association franco-saoudienne.

Signe des temps : Israël, qui occupe depuis 1967 une portion du plateau du Golan, a déclaré fin août qu'il excluait toute négociation de paix avec la Syrie, Olmert qualifiant la Syrie de « *membre le plus agressif de l'Axe du Mal* » et ajoutant : « *Tant que j'occuperai les fonctions de premier ministre, le plateau du Golan demeurera entre nos mains car il est partie intégrante de l'Etat d'Israël* ». (*Yediot Aharonoth* du 26/9).

Un régime aux abois

Comprimé dans un étau mortel, cerné par les troupes de la coalition (Irak, Liban, Israël, Turquie), le régime d'Assad est sur la défensive : déjà contraint de se retirer du Liban au printemps 2005, au prix de pertes économiques importantes et du rapatriement de centaines de milliers d'ouvriers syriens, il connaît depuis une crise profonde que ne cesse d'aiguillonner le tandem franco-américain. Le dernier congrès du Baath, en juin 2005, s'est conclu par l'éviction de *« la quasi-totalité des vétérans »* et… l'expression de la « *volonté de poursuivre le dialogue avec les Etats-Unis* », concrétisée par la perspective d'un « *réexamen des articles de la constitution stipulant que l'économie est une économie socialiste* », autrement dit une plus grande ouverture de l'économie aux investisseurs privés (*L'opinion*, Maroc, 12/6/2005).

Ces appels de phare se sont révélés insuffisants pour Bush et Chirac, qui ont, dans le prolongement de la 1559, voté plusieurs résolutions contre la Syrie (en particulier la 1595 et la 1636) : sous prétexte d'enquête sur Hariri, le régime syrien est sommé d'« *arrêter les responsables syriens (...) que la commission soupçonne* » et de « *les mettre pleinement à disposition* » du juge Brammetz chargé de l'instruction… Une instruction ponctuée de « disparitions » suspectes (Ghazi Kanaan, ex-ministre de l'Intérieur, a été « suicidé » en octobre 2005) et de défections (Abdel Halim Khaddam, ancien vice-président réfugié à Paris, a accusé en décembre 2005 Assad d'avoir collaboré à l'assassinat de Hariri), à mesure que la liste des personnalités « soupçonnées » se rapproche du cercle des intimes du président syrien…
Last but not least : une « opposition unifiée » allant des « communistes » aux « libéraux », en passant par les partis kurdes, s'est rassemblée en octobre 2005 autour d'une « Déclaration de Damas » qui appelle à un « changement démocratique et radical » du régime et a en outre obtenu le soutien de la confrérie interdite des Frères Musulmans. Ces derniers constituent sans doute la menace la plus sérieuse au régime d'Assad, qui s'appuie sur le communautarisme alaouite dans un pays très majoritairement sunnite : à deux reprises, en 1964-65 et en 1982, le régime baathiste n'a survécu à des insurrections fomentées par les islamistes sunnites qu'au prix d'affrontement meurtriers (15000 morts lors du massacre de Hama, en 1982).

Menacé de toutes parts, le régime d'Assad n'a plus désormais, pour seule ressource intérieure, que le ressort de l'union nationale qu'il exploite à l'envi, maintenant sa population en état d'alerte à la perspective d'une attaque israélienne imminente, et pour seul point d'appui extérieur que son alliance avec l'Iran.

Retour sur les élections présidentielles iraniennes

Face aux menaces toujours plus précises de l'impérialisme américain, une certaine radicalisation de l'axe syro-iranien s'est faite sentir à partir de l'été 2005 : cette radicalisation a pour point de départ l'élection, en juin 2005, d'un nouveau président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. Aux lendemain de sa prise de fonctions, le premier geste du président iranien a été de recevoir son homologue syrien pour réaffirmé l'alliance de leurs deux pays en ces termes : « *La Syrie représente la ligne de front de la nation musulmane. Les menaces communes nous rapprochent et rendent notre coopération encore plus nécessaire* » (AFP, le 8/8/2005).
Cette élection a constitué un développement inattendu. A la veille du scrutin, *Le Monde* du 17/6/2005 pouvait encore expliquer: « *En Iran, les principaux candidats à la présidentielle veulent améliorer les relations avec les*

Etats-Unis ». Le vainqueur attendu était, en effet, le « *conservateur modéré* » Hashemi Rafsandjani, déjà président de 1989 à 1997, qui avait mené sous le nom d' « ajustement structurel » une politique de privatisations soldée par des licenciements massifs, et bien connu pour ses velléités pro-américaines (ses liens, illégaux, avec le trust parapétrolier Halliburton lui ayant valu quelques ennuis après son échec électoral).

C'est pourtant, en définitive, le seul candidat opposé à la reprise des relations diplomatiques avec les Etats-Unis qui l'a emporté : un candidat qui, en outre, prônait le renforcement du programme nucléaire iranien et se présentait comme le « *balayeur des rues iraniennes* », c'est-à-dire l'adversaire de la corruption qui ronge les sommets de l'Etat.

Ce qu'exprime l'élection d'Ahmadinejad est la pression d'une fraction importante du régime du mollah : celle des officiers des « Gardiens de la révolution » (Pasdaran) et des miliciens « volontaires » (Bassidj), appuyés par les restes de la petite-bourgeoisie iranienne, les Bazaris. Créés par Khomeiny pour consolider le régime islamique au lendemain de la révolution iranienne de 1979, les Pasdaran - corps d'élite de l'armée iranienne - et les Bassidj - milices auxiliaires de l'appareil d'Etat, chargé de l'observance des « principes islamiques » - ne dépendent pas du gouvernement, mais sont directement subordonnés au Guide suprême : ils sont les piliers du régime, mais aussi ceux qui ont le plus à perdre à une ouverture trop grande de l'économie iranienne. Nombre d'entreprises privées et de biens appartenant au shah ont été expropriés, après la révolution de 1979, au profit de « fondations » ou bonyads qui, sous prétexte de « bienfaisance », redistribuent les bénéfices, de façon opaque, entre les divers épigones : bénéfices dont les partisans les moins haut placés de la République Islamique seront privés les premiers dans le cas d'une « libéralisation » trop brutale.

Depuis 1980, Ahmadinejad a gravi les principaux échelons des Pasdarans : en 1999, face à l'explosion d'un mouvement étudiant de masse qui mettait en cause le pouvoir des mollah et reflétait une lame de fond issue des masses iraniennes, la mouvance Ansar-e-Hezbollah dont il constitue un dirigeant éminent a, selon le site internet *Iran Focus*, pris la tête des opérations de répression. C'est à ce titre qu'en 2003, le courant « ultra-conservateur » l'a porté à la mairie de Téhéran, dans un contexte de reflux des masses et d'abstention massive.

Son élection à la présidence du régime tient peut-être autant du coup d'Etat que du plébiscite ; c'est ce que laisse penser une dépêche AFP du 22/6/2005 :

> *« Un front de refus s'est formé pour faire barrage à M. Ahmadi Nejad, mais aussi à la fraude qui, disent ses adversaires, lui a permis d'être au second tour (...) Le ministère de l'Intérieur* [qui n'a aucun contrôle sur les Pasdaran et Bassidj, ndlr] *a mis en garde contre le risque d'une manipulation plus importante encore au second tour qu'au premier, de la part de « certaines personnes prêtes à tout pour rester au pouvoir » ».*

L'Iran sous pression

L'élection d'Ahmadinejad reflète la crispation d'une fraction de l'appareil d'Etat iranien devant la pression toujours plus forte de l'impérialisme américain sur l'Iran.

Washington veut effacer la révolution prolétarienne de 1979 qui a chassé le shah. Ni le retour de l'ayatollah Khomeiny après la révolution, ni la mise en place sous sa direction d'un régime contre-révolutionnaire sur la base d'une répression sanguinaire – la République islamique – ni encore la guerre Iran-Irak provoquée à dessein par Washington, avec le concours intéressé de l'impérialisme français et de la bureaucratie du Kremlin, n'ont empêché la nationalisation de l'essentiel de l'économie (s'ajoutant à la nationalisation du pétrole depuis 1951) et l'ouverture d'une profonde brèche dans le dispositif de domination de l'impérialisme américain sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale - conséquences de la révolution que Bush aspire à effacer. L'impérialisme américain a par ailleurs un objectif à plus court terme : maintenir l'Iran dans la nécessité d'user de son influence sur le Hezbollah, les diverses factions chiites d'Irak et celles de toute la région pour les soumettre aux exigences de la coalition.

En avril, Bush a évoqué la possibilité de « *raids aériens pour détruire les sites nucléaires* » iraniens. Toutefois, les principales armes de l'impérialisme américain sont d'une autre nature. Depuis 1984, la liste des sanctions économiques prises contre l'Iran est impressionnante : interdiction des ventes d'armes et technologies de pointe, des subventions à caractère non humanitaire (1984), des importations iraniennes (1987), des investissements (1995). Politique qui s'accompagne d'un encerclement stratégique via la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Afghanistan et les petites républiques d'Asie centrale.

Cette politique connaît aujourd'hui deux importants développements. D'une part, un accord de coopération nucléaire conclu en grande pompe entre Washington et New Delhi, en mars dernier, s'est conclu à une condition : le remplacement du ministre du Pétrole, favorable à un accord pétrolier et gazier avec la Chine, la Syrie et l'Iran.

Mais plus encore, l'arrivée à échéance, le 31 août de l'ultimatum pour la suspension du programme... nucléaire de l'Iran, qui s'est heurté à un refus, pourrait être mis à profit par l'impérialisme américain, qui mène aujourd'hui des tractations en vue d'imposer le vote de sanctions par l'ONU, tout en laissant entendre qu'il pourrait passer outre cette instance si l'un des membres du Conseil de Sécurité y opposait son véto. A cet effet, le Congrès américain a d'ailleurs adopté, fin septembre, une loi prévoyant « *des sanctions à l'encontre des pays qui collaborent au programme nucléaire iranien* » et qui constitue notamment « *un avertissement à l'intention de la Russie et de la Chine* » (AFP, 30/9/2006).

En ce qu'elles ne peuvent s'affranchir du marché mondial, les économies iranienne et syrienne sont tributaires des relations avec les grandes puissances impérialistes. Fait significatif s'il en est de cette réalité: pendant des mois après les élections présidentielles iranienne, le poste de ministre du Pétrole est resté vacant, toutes les propositions formulées par Ahmadinejad se heurtant au refus du

Parlement. Malgré leur raidissement, le régime des mollah et celui d'Assad ne peuvent que chercher à négocier leur survie auprès des grandes puissances impérialistes, avec un empressement d'autant plus grand que se resserre autour d'eux l'étau de la coalition.
Cette nécessité est d'autant plus forte pour Téhéran que le régime des mollah est pris en tenaille par les luttes de son propre prolétariat, secoué par d'importantes grèves (cf. *Notes sur la situation internationale*, *CPS* n°25) S'y s'ajoute l'effervescence des nombreuses minorités nationales opprimées : baloutches, arabes, azéris, en Iran, kurdes en Iran et en Syrie. Ainsi, en mai dernier, des manifestations massives ont secoué l'Azerbaïdjan iranien, en réaction à la publication d'une caricature. En septembre, l'annonce d'une subvention massive au Hezbollah pour la reconstruction du Sud-Liban a provoqué des émeutes au Khouzestan, province frontalière à l'Irak où des centaines de milliers d'arabes iraniens attendent de voir reconstruits leurs logements détruits depuis… la guerre Irak-Iran, achevée en 1988 !

La répression meurtrière à l'encontre du peuple baloutche – meurtri par l'armée du Pakistan voisin – et plus encore contre les masses kurdes – qu'on retrouve en Iran, en Syrie, en Irak et en Turquie – sont aujourd'hui utilisées par Damas et Téhéran comme des instruments de consolidation de leurs gouvernements par la terreur. Ainsi en Syrie, au printemps dernier, à l'occasion des fêtes de leur nouvel an (Newroz), la répression s'est abattue à nouveau sur les Kurdes, notamment Alep.

Ces contradictions expliquent qu'entre deux discours radicaux ou déclarations fracassantes contre Israël qu'Ahmadinejad sait très populaires en Iran et dans toute la région, le régime iranien cherche à faire feu de tout bois pour rentrer dans les bonnes grâces de Washington. Malgré son refus initial de reprendre des relations diplomatiques avec Washington, Ahmadinejad a écrit à Bush et Chirac, début mai, en vue d'ouvrir des « négociations globales ». Utilisant les signes d'ouverture envoyés par Chirac et motivés par la situation au Liban, le président iranien a encore proposé à l'Elysée, début octobre, d'enrichir en France l'uranium destiné à Téhéran – espérant par ce moyen enfoncer un coin dans le front impérialiste.

C'est encore l'Iran qui, en dernière analyse, détermine les actes de soumission successifs du Hezbollah au Liban ou des factions chiites en Irak.

L'élection d'Ahmadinedjad a de fait entraîné, à l'unisson avec la Syrie, une radicalisation des positions du Hezbollah, qui était entré au gouvernement libanais sous l'influence du président précédent, avant donc que se manifeste ce durcissement des positions du régime iranien. Même les actions « spectaculaires » à l'encontre d'Israël sont montées d'un cran – via le Jihad islamique - après l'affirmation de l'axe irano-syrien. On peut le dire : ce n'est qu'avec l'élection d'Ahmadinedjad que le contrôle du Liban sud par le Hezbollah est devenu un problème pour Israël, mais aussi une opportunité ouverte d'intervenir à nouveau au Liban .

Inversement, l'agression contre le Liban, et en particulier les coups portés au Hezbollah – malgré l'afflux de pétrodollars supposés panser les plaies et reconstruire les immeubles – sont des coups portés indirectement contre l'Iran, d'abord, et également la Syrie.

L'agression contre les masses libanaises résulte de la situation de toute la région

Ces développements permettent de le comprendre : l'agression menée par Israël contre le Liban s'inscrit dans le cadre de la situation de toute la région.

Les difficultés rencontrées par l'impérialisme US et ses alliés en Irak et en Afghanistan, d'une part, l'élection d'Ahmadinedjad, la formation d'une alliance entre l'Iran et la Syrie, d'autre part, poussaient à ce qu'interviennent de nouveaux développements, de nouveaux coup de force de l'impérialisme, avec comme objectif premier le renforcement de son dispositif militaire contre les masses de la région, et comme objectif de fond obtenir la soumission ou la destruction de l'Iran et de la Syrie.

Telle est la raison de l'agression menée contre le Liban, contre les masses libanaises.

Une précision s'impose.
Dès 2002, dans la conférence qu'il a tenue après l'invasion de l'Afghanistan, notre Cercle soulignait

« Il faut enfin insister sur une dernière chose: l'agressivité décuplée de l'impérialisme US, la nouvelle offensive à l'échelle internationale dont la "lutte anti terroriste" est le bélier, n'effacent en rien le fait que le mode de production capitaliste est historiquement épuisé. Même dans ces conditions politiques relativement privilégiées, l'impérialisme US n'a pas été et ne sera pas capable d'instaurer un "ordre", une stabilité durable. Tout au plus peut-il comprimer les contradictions sous sa botte ici ou là. »

Répétons-le quatre ans après : malgré la mise en place d'institutions croupion, malgré une déploiement et une sauvagerie militaire terrifiants, l'impérialisme US, et derrière lui les impérialismes britanniques, français, allemands, italiens, engagés tous ensemble désormais dans la tentative de recoloniser le Moyen-Orient, ne sont pas capables d'impulser un développement économique tel qu'il permettrait de bâtir un « *nouveau Moyen-Orient* ». Il s'agit ici d'une entreprise de pillage et de mort, au bout de laquelle pour tous les peuples du Moyen-Orient il n'y a que la ruine. Quelle illustration plus frappante de ce fait que le sort du peuple palestinien ?

IIIème partie : le sort du peuple palestinien concentre l'avenir que l'impérialisme réserve à toute la région

« *Gaza descend aux enfers* » (*Le Monde* du 4/10/2006)

Lorsqu'on se penche a posteriori sur les évènements en Palestine depuis le début de l'année, il apparaît clairement que la nouvelle phase qu'a ouverte Israël, dans sa lutte contre le peuple palestinien, a constitué un ballon d'essai en direction de l'ensemble des puissances impérialistes : c'est une fois assuré du soutien plein et entier de ces dernières qu'Olmert, avec l'accord avec Bush et probablement à sa demande, a lancé l'offensive contre le Liban. Aujourd'hui, alors que se déploie la FINUL renforcée, à Gaza, le peuple palestinien vit un véritable martyre.

Lors du « désengagement unilatéral » d'Israël, au cours de l'été 2005, les grands médias n'avaient pas ménagé leur peine pour présenter l'événement comme une concession « historique » de l'Etat sioniste. Son premier ministre d'alors, le boucher Ariel Sharon, était même grimé, de façon grotesque, en « homme de paix »... Moins d'un an plus tard - si Sharon, lui, a effectivement rendu les armes - cette fiction a volé en éclats : le gouvernement Olmert-Peretz a lancé, le 25 juin dernier, l'opération « Pluie d'été » qui a mis Gaza à feu et à sang.
Les quelques éléments d'autonomie de la bande de Gaza – tels que sa centrale électrique, la station d'épuration des eaux de Gaza-ville ou ses bâtiments administratifs – ont été anéantis. Tandis que se sont multipliées incursions, destructions et « assassinats ciblés », le pseudo-gouvernement palestinien dirigé par le Hamas - qui dans les faits ne gouverne strictement rien - a fait l'objet de rafles massives, ses ministres arrêtés comme de simples voleurs. Des vols supersoniques, déclenchés à faible distance des habitations, privant les gazaouis de sommeil, ont poussé leurs conditions de vie jusqu'aux limites du supportable. Tsahal a ainsi réaffirmé, si c'était nécessaire, le fait que son état-major se réservait le droit d'intervenir où bon lui semblait, quand bon lui semblait, et sous n'importe quel prétexte.
Depuis des mois, la bande de Gaza est bouclée en quasi permanence. Le nombre d'habitants vivant en-dessous du seuil de pauvreté augmente chaque mois : il représente d'ores et déjà 65% des ménages. En conséquence de l'arrêt des subventions européennes à l' « Autorité palestinienne », début avril, les salaires ne sont plus versés aux fonctionnaires. Seul un mécanisme de charité au compte-gouttes, contournant le Hamas, mis en place par l'UE à la mi-juin, empêche les palestiniens de mourir de faim : c'est qu'il s'agit, non de provoquer une catastrophe humanitaire qui pourrait faire des vagues, mais de briser le peuple palestinien dans son ensemble.
Pendant toute la durée de ses opérations contre le Liban, le gouvernement Olmert-Peretz a en outre lâché la bride à la colonisation qui défigure les lambeaux de Cisjordanie, déjà démembrée par la construction du « Mur de l'apartheid ».

Hamas et Fatah se battent pour les débris de l' « Autorité palestinienne »

Pourtant, loin de lutter contre l'occupation, les miliciens du Hamas et ceux d'une partie au moins du Fatah n'ont pris les armes au début du mois d'octobre que pour s'entretuer.
Suite à la rupture d'un énième volet de négociations en vue de constituer un « gouvernement d'union nationale » soumis aux diktats d'Israël, des affrontements sanglants ont eu lieu à nouveau, après une première vague à la fin du mois de mai et quelques incidents en juillet-août. En Cisjordanie, à Ramallah, le siège de l' « Autorité palestinienne » a été incendié.
Depuis le 2 septembre, sous l'impulsion du Fatah, une grève des fonctionnaires de l'« Autorité palestinienne a été déclenchée contre le « gouvernement » Haniyeh: elle est sans issue, puisque le versement des salaires dépend totalement d'Israël et de l'Union Européenne. Elle permet toutefois au Fatah de faire pression sur le mouvement islamiste, dans sa lutte pour reconquérir les débris de l' « Autorité ». Des manifestants ont été battus par les nervis du Hamas, avant que ce dernier n'ait tenté d'interdire militairement les rassemblements.
Le 6 octobre, des milliers de partisans du « gouvernement » islamiste ont été rassemblés par le « premier ministre » Haniyeh en réplique à l'offensive du Fatah. Tout en réitérant le prétexte qui a permis à Israël et aux impérialismes européens de faire capoter les tractations entre Fatah et Hamas - « *Nous ne reconnaîtrons pas Israël* », revendication qu'il sait populaire - Haniyeh n'a toutefois proposé, en guise de perspective que... la reprise de négociations avec cet Etat qu'il prétend ne pas reconnaître, en contrepartie d'une « trêve de dix ans ».

Depuis l'ouverture du processus d'Oslo, les dirigeants des organisations nationalistes palestiniennes, Arafat en tête, ont peu à peu transformé leurs organisations en auxiliaires corrompus de l'Etat d'Israël, habitués à vivre des miettes de sa table et des subventions européennes en contrepartie du cadenassage des masses palestiniennes.
Aujourd'hui que ces subventions ne lui sont plus versées, loin de mettre fin à la fiction d'une « Autorité palestinienne », le Fatah en dispute les décombres fumants. Le Hamas, quant à lui, ne désespère pas de reprendre les pourparlers avec l'Etat qui est à la source de tous les maux du peuple palestinien pour obtenir sa part du gâteau et, plus simplement, survivre, surnager par-dessus la misère effroyable dans laquelle les masses palestiniennes sont en train de couler. Une situation dont le gouvernement Olmert, qui l'a délibérément créée, ne peut que se délecter.

Un mouvement ultra-réactionnaire, prêt à collaborer avec Israël

En janvier dernier, l'élection d'une majorité de « députés » islamistes avait servi de prétexte à Olmert pour franchir un cran de plus dans la terreur contre le peuple palestinien. Mais on ne saurait, en retour, voir dans ces élections un quelconque retournement de situation favorable aux masses palestiniennes. Bien au contraire.

La victoire du Hamas à ces élections était prévisible : lors des précédentes élections municipales, à Gaza puis en Cisjordanie, le Hamas avait raflé la plupart des grandes villes. Avant toute autre chose, ces résultats exprimaient le rejet du cours suivi par le Fatah, en pleine décomposition, par les masses palestiniennes : un rejet sans perspectives. De fait, l'idée d'une victoire du Hamas n'était nullement dérangeante pour Washington qui, jusqu'au dernier moment, a fait pression sur Sharon pour que les élections puissent se tenir, y compris à Jerusalem-est.

Le Hamas a été fondé lors de l'Intifada, en 1987, par la branche palestinienne des Frères Musulmans, pour faire pièce au Fatah et aux autres organisations nationalistes palestiniennes. Tout au long des années 70 et 80, lesdits Frères Musulmans ont été financés par l'Arabie Saoudite et le Shin Beth (service de contre-espionnage israélien). Ses nervis combattaient parfois les militants des autres organisations palestiniennes avec la complicité des troupes d'occupation (cf F. Maulion, *L'organisation des Frères Musulmans*, 2ème partie, pp. 35-36). Lors de l'Intifada, c'est d'abord contre le mouvement révolutionnaire des masses palestiniennes que le Hamas a été constitué.

La collaboration du Hamas avec l'Etat d'Israël a été rompue à l'initiative de ce dernier, à compter de la signature des accords d'Oslo, au profit de l'OLP et du Fatah. Le Hamas s'est vu contraint de basculer dans l'orbite de l'Iran et de la Syrie, pays qui héberge ses dirigeants depuis 1999 : il a, dès lors, exploité à son profit le rejet des accords d'Oslo par les masses palestiniennes, voyant sa popularité croître à mesure que s'affirmait la corruption des dirigeants du Fatah. Mais ce mouvement est ouvertement divisé depuis 1996 entre une « direction extérieure » - qui contrôle l'aile militaire du mouvement depuis Damas - et la « direction intérieure », celle des notables gazaouis, qui aspire à l'intégration au sein de l' « Autorité palestinienne ».

La participation aux élections législatives de janvier 2006 était une expression du fait que le mouvement espérait retrouver sa vocation première en reprenant, côté à côte avec le Fatah, sa collaboration avec Israël. Le « désengagement unilatéral » de la bande de Gaza, fruit de la pression américaine sur Sharon, saluée par le Hamas comme une « victoire », avait constitué un test de cette volonté politique, de même que la *hudna* - « trêve unilatérale » demandée par Abbas en 2005, Israël ne s'engageant nullement pour sa part à rendre la politesse.

Qu'on en juge aux déclarations émises par les dirigeants du Hamas avant les élections : « *Notre Charte* [qui exige la destruction d'Israël, ndlr] *n'est pas le Coran et nous pourrions négocier avec Israël à partir du moment où Israël se retire des territoires conquis en 1967* » (M. Ghazal, chef du Hamas à Naplouse, septembre 2005) ; « *Des négociations avec Israël ne sont pas interdites* » (M. Zahar, Gaza, en janvier 2006). Au lendemain des élections, le chef de la « direction extérieure » lui-même, Khaled Meshaal, se montre encore plus explicite : « *Le Hamas mettra un terme à sa lutte armée contre Israël si l'Etat hébreu se retire des territoires palestiniens occupés* » (*Le Monde* du 13/2/2006).

Appuyé sur le résultat des élections palestiniennes, Olmert relance l'offensive israélienne

C'est pourtant en s'appuyant sur ces résultats qu'Ehoud Olmert, successeur de Sharon à la tête du parti Kadima et premier ministre par intérim, a donné le signal, à la veille d'élections législatives en Israël, d'une nouvelle offensive contre le peuple palestinien. Après la proclamation d'un « gouvernement de technocrates » par le Hamas le 19/2 – ce dernier n'ayant pu constituer un « gouvernement d'unité nationale » faute de l'accord des autres partis – Olmert déclare : « *Compte tenu de la majorité du Hamas au parlement, l'Autorité palestinienne devient de fait une autorité terroriste* ». Le versement mensuel de subsides correspondant à plusieurs dizaines de millions d'euros, produit de taxes sur les marchandises prélevées par Israël au compte de « l'Autorité », est dès lors gelé par le gouvernement israélien – ce qui, en termes clairs, n'est autre qu'un hold-up gigantesque.

Le 6 mars, Haaretz annonce que l'Etat-major de Tsahal élabore un plan visant à « *réduire davantage les contacts avec les palestiniens, isoler davantage la bande de Gaza et démanteler les colonies de Cisjordanie* ». Commentaire d'Avi Dichter (Kadima) : « *La feuille de route est désormais obsolète* ».

Quatre jours plus tard, le candidat Olmert accorde une série d'interviews à plusieurs quotidiens pour y annoncer son programme :

> « *Nous allons nous replier derrière la clôture* [le Mur, ndlr], *les gros blocs d'implantations seront annexés et une séparation absolue sera instaurée entre nous et la population palestinienne, de façon à préserver nos droits en Judée-Samarie* [Cisjordanie, ndlr] *tout en garantissant à la fois un état démocratique et majoritairement juif. L'unité de Jerusalem sera assurée et ses limites seront donc redessinées. Il n'est pas possible de maintenir Jerusalem sous notre souveraineté tout en conservant des quartiers périphériques arabes ou un camp de réfugiés comme Shouafat* » *(Maariv)*
>
> « *Il va falloir changer le tracé de la clôture de séparation, mais cela ne se fera qu'au terme d'une négociation... entre israéliens, du Meretz au Yesha* [Conseil des colons en Cisjordanie, ndlr]. *Le tracé actuel de la clôture est strictement sécuritaire, et nous allons devoir tracer les frontières d'Israël.* » (Yediot Aharonoth)

La volonté affirmée est déjà, clairement, de se passer de l' « Autorité palestinienne » : elle conduit en droite ligne à la situation actuelle. Très vite, Olmert va recevoir le soutien des puissances impérialistes.

Les puissances impérialistes unanimes contre le peuple palestinien

Le 15 mars, sur ordre d'Olmert, Tsahal organise une incursion à Jericho sous les flashes et les caméras des journalistes : il kidnappe, au sein même de la prison de l' « Autorité palestinienne », le dirigeant du FPLP, Ahmed Saadat, et ses compagnons de cellule. Akiva Eldar, politologue israélien, commente : « *Excellente manœuvre, mais la cible d'Olmert, ce n'est pas Saadat mais les quelques 20% d'indécis dont le cœur balance entre Kadima et le Likoud* ». Cette prison était gardée par... une « force de protection » anglo-américaine, qui s'est retirée quelques heures avant les événements. Bush et Blair ont donc décidé d'apporter leur soutien au plan d'Olmert et de l'adouber comme leur candidat.

Parvenu au poste de premier ministre d'un gouvernement de coalition avec le parti travailliste, début avril, Olmert pose ses conditions à une « reprise des négociations » avec l' « Autorité » : le désarmement du Hamas, la reconnaissance d'Israël et celle de tous les accords passés par l'Autorité palestinienne... accords dont le dernier avatar, la « feuille de route », vient justement d'être déclaré « obsolète » par Kadima ! Reprenant pourtant ces « conditions » à leur compte, les grandes puissances d'Europe décident, par le biais de l'Union européenne, de couper les vivres à l' « Autorité Palestinienne », privant de salaires 165 000 fonctionnaires palestiniens, et en particulier les « forces de sécurité » vertébrées par le Fatah.

Le but est alors, clairement, de déclencher une véritable guerre civile. Une fraction du Fatah - celle de M. Dahlan, qui entretient des liens étroits avec Washington (v. *CPS* n°19) - s'engage effectivement dans ce sens, mais échoue à entraîner le reste de l'organisation : politiquement, néanmoins, le coup porte.

Une initiative prise par des cadres emprisonnés du Hamas, du FPLP, du Djihad islamique et du Fatah - en particulier Marwan Barghouti - va alors être utilisée par Abbas : tout en garantissant au Hamas une place au sein de l'OLP, ce « document des prisonniers » préconise la constitution d'un « gouvernement d'union nationale » sur des bases qui donnent satisfaction aux exigences d'Olmert... Haniyeh, qui retire des rues de Gaza les milices du Hamas, signe ce document le 27 juin.

A mesure que ces tractations avançaient, Israël – qui depuis le 14 mars organise le pilonnage de Gaza – a multiplié les provocations pour pousser les différentes milices à rompre la *hudna* : il y est parvenu le 25 juin quand, en réponse au kidnapping de deux militants du Hamas, des combattants palestiniens abattent deux soldats israéliens et capturent le caporal Shalit. L'impérialisme français monte alors en première ligne, par l'intermédiaire de Douste-Blazy, pour exiger la libération sans condition de ce « compatriote » (il a la double nationalité). Le soir même de la signature du « document des prisonniers » par Haniyeh, l'opération « *Pluie d'été* », prévue à l'avance, commence... suivie de l'offensive contre le Liban.

Conclusion : lutter pour briser l'étau impérialiste sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale

Le déploiement de la FINUL renforcée au Liban, loin d'impliquer une « stabilisation » du Moyen-Orient, contribue à l'extension de la barbarie impérialiste à la région. Il augure de nouveaux développements sanguinaires de la guerre coloniale conduite par Bush – demain en Syrie, après-demain en Iran. Cette offensive doit être dénoncée, combattue, et stoppée.

Il n'existe pas, aujourd'hui, de « sauveur suprême » pour les masses du Moyen-Orient : ni les organisations nationalistes petites-bourgeoises, ni les mouvements islamistes ultra-réactionnaires, ni les dictatures iranienne et syrienne ne feront avancer la lutte des masses et peuples opprimés de la région,- qu'ils contribuent à soumettre, à cadenasser, à réprimer - pour en finir avec l'occupation impérialiste. Seule l'action du prolétariat, entraînant derrière lui la masse des exploités, balayant la tutelle écrasante des castes cléricales, féodales, celle des petites-bourgeoisies corrompues, pourra engager la lutte résolue pour en finir avec l'occupation – prélude au déferlement d'une lutte révolutionnaire pour en finir avec les Etats compradore, les frontières artificielles héritées de l'ère coloniale, l'Etat raciste et colonial d'Israël, mettre fin à l'oppression des minorités nationales, aux clivages communautaires et tribaux, à l'oppression des femmes, avancer vers une Fédération Socialiste du Moyen-Orient. Pour cela, les masses du Moyen-Orient devront construire leurs propres partis : des partis ouvriers révolutionnaires.

Les peuples du Moyen-Orient ont besoin du soutien des travailleurs d'Europe et d'Amérique, au travers de la lutte contre les gouvernements impérialistes.

Après les soldats français dépêchés en Afghanistan, l'envoi de milliers de militaires français armés jusqu'aux dents au Liban par le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy constitue une confirmation de la pleine participation de l'impérialisme français à la coalition impérialiste qui ravage le Moyen-Orient.

Cette politique reçoit aujourd'hui la caution de l'ensemble des dirigeants syndicaux, de ceux du PS et du PCF : il est indispensable de combattre pour en finir avec l'union nationale derrière Chirac, pour que les dirigeants des organisations ouvrières – partis et syndicats – dénoncent les résolutions de l'ONU qui organisent la recolonisation du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, à commencer par la résolution 1701, se prononcent pour le retrait de toutes les troupes d'occupation du Moyen-Orient et d'Afghanistan, à commencer par les troupes françaises impliquées dans l'ISAF et dans le FINUL, prennent toutes les initiatives nécessaires à la satisfaction des ces exigences.

La barbarie impérialiste au Moyen-Orient exprime ce qu'implique le maintien du mode de production capitaliste usé jusqu'à la corde : elle constitue un rappel constant de la nécessité d'en finir avec le capitalisme générateur de guerre, de combattre pour le socialisme.

Le 4 octobre 2006

Hommage à Serge Selleron

Nous publions ci après l'intervention faite au nom du bureau du Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, lors des obsèques de notre camarade Serge Selleron, décédé le 6 juin 2006.

Michelle,

J'apporte à Serge, au nom de nos camarades, le salut du cercle politique, du Cercle pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.
L'adolescent pendant la guerre, l'apprenti au centre d'apprentissage de la (future) RATP, marin dans la " Royale " comme nombre d'ouvriers qualifiés, en particulier comme ceux issus du CA de la Régie, deviendra trotskiste et le restera jusqu'au bout.
Et d'abord dans son acception la plus élevée : militant internationaliste. Quand les circonstances exigeaient un engagement ferme, résolu, courageux, parce qu'il fallait affronter – en particulier, pendant la guerre d'Algérie – son propre impérialisme, son Etat colonialiste, policier, la répression, et aussi, les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie, et d'abord, l'appareil stalinien et son emprise encore colossale dans la classe ouvrière. Et, à partir de 1953, les liquidateurs pablistes de la 4ème Internationale. En ces temps-là, personne n'est, en outre, à l'abri des balles du FLN.
Serge s'est engagé en faveur du juste combat des masses algériennes pour leur indépendance. Il s'agit, en particulier, d'œuvrer à la protection physique de militants du MNA. La famille Selleron recevra une lettre de remerciements de la fille de Messali Hadj.
Il faut, aussi, affronter physiquement les cercles de paras et leur infliger, à l'occasion, une bonne dérouillée – à l'origine, et pendant longtemps, d'une " certaine " réputation des trotskistes dans l'extrême-droite.

Le militant trotskiste qu'est Serge milite dans son entreprise, la RATP. Les documents font foi d'un intense militantisme. Il milite aux côtés de Stéphane Just, de Fernand Savinas, ton père, Michelle, conducteur sur la ligne 6, qui milite hors cellule, d'autres que j'ai connus, d'autres dont je ne connais que le nom. C'est dans ces années 50 que les campagnes politiques menées par les trotskistes, sous l'autorité de Stéphane, prennent une dimension de masse. En militant trotskiste, il intervient, bien sûr, dans le syndicat.

Puis, les années passent. Le cours politique devient favorable à la construction de l'organisation révolutionnaire, l'OCI. Il est toujours présent, pas toujours organisé en cellule, mais, pour utiliser un sigle d'avant-guerre, TPPS – toujours prêt pour servir, quand les besoins du parti le demandent. En tout cas, dans les meetings, journées d'étude - où il s'affaire à constituer une suite de précieux enregistrements, que Francis s'occupe à rendre accessibles par les techniques actuelles.

Et, c'est le nouveau désastre politique : la direction de l'OCI-PCI plonge dans le révisionnisme, expulse Stéphane Just, le seul dirigeant resté fidèle au combat pour le socialisme, et ceux qui combattent avec lui. Les lambertistes aboutiront en 1991 à la liquidation définitive du combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale. Dans le Comité pour le POR, l'IOR, Serge se charge d'abord de l'appareil technique, de la sortie de *Combattre pour le socialisme*. Qui l'a connu alors se rappelle son exceptionnelle minutie. [Noter : en amont, la frappe est réalisée par Maryse]
La disparition de Stéphane, du chef, porte un coup fatal au Comité et nous subirons des crises successives. Serge, fidèle au Comité de Stéphane Just, restera fidèle à notre Cercle jusqu'à ce que les injures de la vie l'écartent. Sa présence même était un réconfort politique. Il nous considérait comme des trotskistes. Il palpitait toujours, en particulier, des initiatives des camarades sur le terrain.
La perspective générale avait changé au début des années 90, avec la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS et dans les autres pays, il est resté jusqu'au bout un partisan du combat pour le socialisme, aussi vivement que l'homme jeune qu'il avait été quand il rejoignit les combattants de la 4ème Internationale, quand les événements allaient justifier la perspective de la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique. Cela comptait pour nous. Il était un militant dont on est assuré que, quand il s'engage, il s'engage indéfectiblement.
Salut, camarade Michelle, à ton compagnon pour la vie !